

Afrique, le message d'humanité par Emile Gankama //

Page 3

Bassin du Congo : un patrimoine mondial abandonné aux seuls États riverains par Lucien Mpama //

Page 7

Appel à la responsabilité universelle par Grégoire Lefouoba //

Page 16

EDITORIAL

L'arbre de vie

Il se dresse, majestueux, au cœur des forêts sur les cinq continents, et c'est grâce à lui qu'est purifié l'air dont nos poumons ont besoin pour respirer. Autant dire qu'il est bien l'arbre de vie sans lequel ni les animaux ni l'homme n'existeraient sur cette Terre.

Le malheur est que notre espèce, trop vaniteuse pour comprendre la voie suicidaire sur laquelle elle s'est engagée, a oublié cette loi vieille comme le monde. Et tandis que les peuples les plus riches s'efforcent d'accroître leurs biens en privilégiant les activités les plus polluantes, les peuples les plus pauvres se voient contraints de détruire leurs forêts pour tenter de survivre. Résultat : la planète est aujourd'hui menacée des pires catastrophes, car le réchauffement continu de l'atmosphère rompt les équilibres naturels qui lui ont permis de trouver jusque-là son harmonie.

Telle est, résumée en quelques mots, l'équation qui se pose aujourd'hui à nous et sur laquelle les dirigeants du monde entier, réunis à Copenhague pour un sommet historique, vont devoir se pencher dans les jours et heures à venir. Une équation que ni la force des uns ni la rage des autres ne pourront résoudre, mais que seule leur entente permettra de surmonter.

La difficulté à laquelle l'humanité se trouve confrontée tient au fait que la cause principale du mal qui la ronge est le développement industriel forcené des nations riches de l'hémisphère Nord, alors que la médication ne peut venir que des nations pauvres de l'hémisphère Sud qui n'ont pas encore détruit leurs forêts. Ce qui inverse l'ordre des facteurs puisque jusqu'à présent les premières considéraient avec mépris les secondes, dont elles pillaient allègrement les richesses naturelles afin d'alimenter leurs industries toujours plus voraces.

La question qui se pose à l'heure où l'on commence enfin à débattre sérieusement de ces problèmes est donc de savoir si, d'une part, les pays industriels ont pris la pleine mesure de leurs responsabilités dans le drame planétaire que nous vivons et si, d'autre part, les pays du Sud ont saisi l'importance du rôle qu'ils vont devoir jouer pour sauver l'humanité du désastre qui la menace. Si la réponse à cette question est positive, alors le sommet climatique de Copenhague permettra de commencer à réparer les injustices de l'histoire et ouvrira la voie d'un rééquilibrage planétaire ; mais si elle est négative, ce même sommet accélérera le mouvement qui pousse l'humanité vers le chaos. La seule chose que l'on puisse dire, alors que débute la phase ultime de cette rencontre de la dernière chance, est que les avertissements n'auront pas manqué et que le Congo, notre pays, y aura pleinement tenu sa place. Ce numéro spécial, en anglais et en français, en témoigne.

Les Dépêches de Brazzaville

Conférence sur le climat : un enjeu décisif pour l'Afrique

Rarement une mobilisation n'aura été aussi grande. À Copenhague, 192 nations sont rassemblées au sommet de l'ONU sur le climat pour trouver un accord afin de limiter les dérèglements dont les conséquences se font déjà sentir en Afrique. Mais tandis que les plus grandes nations responsables de la pollution mondiale discutent àprement de leurs pourcentages de réduction d'émissions de gaz à effet de serre, les pays les plus concernés – dont le continent africain – n'entendent pas laisser passer l'occasion de donner de la voix. Arrivés unis à Copenhague, ils ont décidé de mettre le monde industriel face à ses responsabilités.

Si la chasse au dioxyde de carbone est mondiale, l'Occident doit aider l'Afrique à développer son économie sans augmenter ses

émissions ; aider son agriculture à s'adapter à la nouvelle donne climatique ; et définir les compensations nécessaires à la préservation des forêts du Bassin du Congo. Un combat contre la faim, la misère et les migrations qui en découlent mené par le président Denis Sassou N'Guesso et détaillé dans son livre publié quelques jours avant le sommet de Copenhague, *L'Afrique : enjeu de la planète. Les défis du développement durable*.

Dans son ouvrage, le président du Congo se penche sur l'avenir de la planète et donne sa vision d'un avenir à la responsabilité partagée où l'Occident a beaucoup à apprendre de l'Afrique.

Page 4

Page 16

L'Afrique, continent victime du réchauffement climatique

Le sommet de Copenhague offre à l'Afrique une occasion inédite. Longtemps stigmatisée et considérée comme le continent de l'enfance plongé dans la nuit noire, selon le mot de Hegel, l'Afrique est aujourd'hui en première ligne pour les défis de notre temps et fait l'objet de toutes les attentions et de toutes les préoccupations.

par Appollinaire Aya

Page 8

Quelles compensations pour les pays du Bassin du Congo ?

Les forêts qui constituent le Bassin du Congo jouent un rôle de premier plan dans la régulation du climat global par la séquestration du carbone. Le bassin est aussi l'un des plus grands réservoirs au monde de ressources en eau, oxygène et biodiversité. Mais même si elles restent relativement préservées, les forêts d'Afrique centrale ont subi l'évolution du changement climatique et la préservation du massif s'impose aujourd'hui à tous comme une exigence de survie collective, qui interpelle une responsabilité commune.

par Noël Ndong

Dérèglement climatique : un scénario catastrophe se profilerait pour l'Afrique !

Sur le thème des bouleversements climatiques, la polémique ne fait qu'enfler, et le sommet de Copenhague ne devrait pas être de tout repos pour tout le monde. Tant les thèses et antithèses s'entrechoquent, allant même, pour ces dernières, jusqu'à accuser les scientifiques d'avoir volontairement « gonflé » les chiffres et les données pour mieux nous « vendre » un scénario catastrophique à souhait.

Préserver ensemble un patrimoine mondial de biodiversité

Et dans ce sens, l'étude parue fin novembre dans la revue américaine de la Proceedings of the National Academy of Sciences (PNAS) ne devrait pas nous aider à dormir sur nos deux oreilles. Ni nous inciter à ne voir dans la lutte contre les changements climatiques qu'un simple effet de mode écologique qui passera. « Nous », mis pour l'Afrique. En effet, malgré les mises en garde répétées du président Denis Sassou N'Guesso, très en pointe sur le sujet, et qui invitent la communauté internationale à s'unir à l'Afrique pour préserver ensemble un patrimoine mondial de biodiversité abrité notamment par les forêts du Bassin

du Congo, il ne semble pas que les préoccupations des Occidentaux aillent dans le sens d'une prise de conscience concertée et unanime. Certains parlent déjà du sommet de Copenhague comme d'un non-événement.

Pour l'Afrique, c'est d'abord le problème du développement qui est posé

Pour en revenir à l'étude américaine précitée, elle établit ni plus ni moins qu'une gravité d'un tout autre genre menacerait l'Afrique. Selon Marshall Burke de l'université de Berkeley, les changements climatiques vont provoquer une augmentation de 55%... des guerres en Afrique dans les prochaines vingt années ! Incroyable, mais, semble-t-il, plausible si l'on suit la docte démonstration d'Edward Michel qui a dirigé l'enquête. La majorité des populations pauvres d'Afrique, soutient-il, basent leur subsistance sur l'agriculture. Une élévation des températures dans les deux prochaines décennies se traduira par une raréfaction des productions agricoles, et donc par une raréfaction de la nourriture. Dans un tel scénario, avance-t-il, la lutte pour la nourriture

– pour la survie – se traduira sur le terrain par 55% de conflits en plus. Les scénaristes américains ont même chiffré avec précision le nombre des victimes : 390 000 morts ! Faut-il y croire ? Les spécialistes se perdent en conjectures. Dans tout cela, une seule certitude : l'Afrique continuera à payer, d'une manière ou d'une autre, un lourd tribut dans le dérèglement planétaire auquel elle ne prend pourtant qu'une part marginale. Ce qui fonde la ferme conviction du chef de l'État pour qui, entre l'insécurité alimentaire et les bouleversements climatiques, « le lien est établi ». « On parle du développement durable, comme s'il ne devait pas d'abord y avoir le développement. Or pour l'Afrique, c'est d'abord le problème du développement qui est posé. L'Afrique, c'est le continent qui n'a pas contribué à la pollution de la planète comme les autres ! Et pourtant, elle contribue à l'amélioration de cette situation sans contrepartie. »

Lucien Mpama



L'urgence climatique impose une meilleure gestion de l'eau. La sécheresse, les inondations, la diminution des pluies, les fortes températures sont autant d'indicateurs sur le changement du climat. L'eau est menacée, son cycle perturbé. La pénurie qu'ont déjà vécue de nombreux pays risque de s'étendre à toute la planète. L'eau se raréfie... et devient dans certaines zones une denrée hors de prix. L'Afrique a choisi le partenariat pour faire face à ce problème. 53 États et les Nations unies (FAO, Banque africaine de développement, Commission économique pour l'Afrique) se sont engagés à promouvoir l'eau comme le potentiel agricole et hydroélectrique du continent.

Lucien Mpama

Les raisons d'une urgence

Même si pour beaucoup d'entre nous les causes des bouleversements climatiques sont certaines, et même si nos paysans ont appris à associer les irrégularités pluviométriques avec la disparition du manteau végétal ici et là, une poignée de scientifiques tente pourtant de semer l'idée que l'homme n'est pas directement responsable de ce qui survient. Et même chez ceux – la majorité – pour qui l'activité humaine est la cause directe du réchauffement de la planète, l'unanimité est loin de se faire sur les délais de l'urgence et le volume des engagements chiffrés de la communauté internationale pour que la terre « respire » enfin, littéralement.

Faut-il d'ici 2020 réduire les émissions de CO₂ de 10 milliards de tonnes ou de 5 milliards ? Les grands pollueurs – Chine, Inde, USA – doivent-ils s'engager davantage ou au même rythme que les petits, la fumée d'une usine de Shanghai étant tout aussi nocive que

celle d'une aciérie du KwaZulu-Natal ? La bataille des chiffres et des visions est aussi un des arrières-plans du sommet de Copenhague.

Une querelle de scientifiques a contribué à ébranler davantage les certitudes dans le contexte d'une bataille des égos au sein d'une structure scientifique britannique de renom, le Climatic Research Unit (CRU, Centre de recherche sur le climat), que la presse a vite fait de qualifier de « Climategate ». Des courriels volés montrent de hauts dirigeants de cette prestigieuse institution doutant de la gravité des données sur le réchauffement ou même avançant que celles-ci ont été volontairement manipulées pour amener le monde à abonder dans un sens. L'affaire est grave, et Phil Jones, directeur du CRU, a présenté sa démission... temporairement.

« Nous ne devons pas nous laisser distraire par des sceptiques d'un autre temps, antisience et terre-à-terre », affirme le Premier ministre britannique, Gordon Brown. Car les chiffres sont patents et « la planète est en insécurité

alimentaire », comme le soulignait récemment le président Denis Sassou N'Guesso, pour qui « il ne fait aucun doute » que les bouleversements climatiques sont aussi cause de raréfaction des biens agricoles nourriciers. Il faut attaquer de front et ne laisser aucun aspect (santé, déforestation, développement et développement durable, gestion responsable des forêts, agriculture...) de côté, soutient le président de la République.

La planète est malade, et les signaux qu'elle présente sont éloquentes. La banquise arctique (15 millions de kilomètres carrés, de l'Amérique du Nord à la Russie) a commencé à fondre. La fonte de la calotte glaciaire du Groenland a contribué, déjà, à l'élévation du niveau des mers. La poursuite de la tendance pourrait aboutir à une montée des eaux du littoral de sept mètres et envahir des terres basses, comme celles des Pays-Bas ou du Bangladesh. Les glaciers de montagne présentent déjà des desquamations inquiétantes : le Kilimandjaro (Tanzanie) a perdu 85% de ses glaces ! Les récifs coralliens, refuge du tiers des espèces marines de

la planète, sont attaqués par le phénomène de l'acidification des océans. Les rigueurs météorologiques extrêmes (grands froids, grandes chaleurs, grosses pluies, moussons, typhons, ouragans, tsunamis) sont plus nombreuses.

À part le Bassin du Congo relativement préservé, l'autre poumon à oxygène de la planète, l'Amazonie, se consume, perdant sa capacité à stocker le carbone (66 milliards de tonnes de CO₂ emprisonnées chaque année). La désertification frappe à nos portes, où le lac Tchad n'est plus, en 40 ans, que l'ombre de lui-même (de 25 000 kilomètres carrés à... 2 500 aujourd'hui !). Un lac voisin, le Nyos du Cameroun, a déjà tué (1 700 morts en avril 1986 par inhalation de gaz mortels émanant du lac) du fait d'une tendance de ces lacs à libérer davantage leur contenu de méthane. Bref, il y a un tel faisceau d'indices qu'il faut une sacrée volonté pour en nier les effets ou leur trouver des causes interstellaires qui laissent l'homme dans une situation de victime-pas-coupable...

L'effet de serre affamera toute l'Afrique

Le réchauffement de l'atmosphère va augmenter la famine en Afrique par la destruction de ses principales sources naturelles de subsistance que sont la forêt et les cours d'eau. Le continent a, malgré lui, de plus en plus faim.

L'Afrique, principale victime des dérives de l'industrialisation, est un acteur incontournable pour désintoxiquer la terre. Que ce constat n'aveugle pas ses dirigeants qui doivent se concentrer sur les solutions pour faire face à la faim ! Parmi celles-ci figurent l'augmentation des rendements agricoles par des voies traditionnelles ou génétiques et la gestion de l'eau. Telles sont les conclusions de nombreux experts qui considèrent que l'introduction de la génétique dans l'agriculture et l'augmentation des productions agricoles conduiraient à ralentir, voire stopper la déforestation et relancer la croissance économique.

L'Afrique a maintenant besoin de réaliser sa révolution verte. Sans elle, le continent ne sortira pas du déficit alimentaire qui affecte 135 millions de personnes. C'est sur le secteur primaire que reposent toutes les chances de la population. *« Il faut agir de deux façons simultanément, explique un spécialiste de la FAO*. Tout d'abord de manière conjoncturelle, en faisant face dans l'immédiat à la crise qui sévit. Cela nécessite d'assurer la sécurité alimentaire des populations par une aide directe, puis d'encadrer les semences pour garantir les récoltes prochaines. Mais il faut également une action d'ordre structurel, sur le plus long terme, c'est-à-dire un investissement dans les infrastructures, les routes, les lieux de stockage, les politiques commerciales, etc. afin de garantir une hausse de la productivité agricole. »*

Augmenter les rendements agricoles est un défi face à la désertification, grave problème auquel sont confrontés de nombreux pays africains. La conséquence en est la dégradation des terres qui engendre de faibles rendements, la perte de terres agricoles et de pâturages, la réduction ou la disparition des forêts et de graves difficultés économiques pour les producteurs, les éleveurs et la population en général. Selon la FAO*, près de 210 millions d'hectares sont cultivés en Afrique, alors que plus de 1 milliard pourrait l'être, dont 400 millions d'hectares de très bonnes terres. Le but de cette révolution verte est d'augmenter les surfaces arables utilisées, et surtout d'en augmenter le rendement. Cela nécessite également des infrastructures rurales dont devraient bénéficier de nombreux villages africains isolés. L'Afrique subsaharienne connaît une situation plus délicate en raison

de la fonction écologique attribuée à ces aires cultivables. L'augmentation de ces terrains s'avère alors difficile.

Tout l'enjeu pour l'Afrique réside dans le fait de réussir sa révolution agricole tout en prenant le contre-exemple de ce qu'ont fait les pays développés, gaspillant énergies fossiles et polluant la planète. C'est donc une difficulté supplémentaire mais incontournable que de parvenir à survivre tout en préservant l'environnement.

L'introduction des nouvelles technologies dans l'agriculture pourrait améliorer les rendements agricoles

Selon les experts, l'introduction des nouvelles technologies dans l'agriculture des pays du Sud lui serait bénéfique, car elles permettraient l'augmentation des rendements agricoles. Dans ce cadre, la génétique pourrait intervenir dans l'agriculture lorsque les moyens traditionnels pour résoudre les problèmes sont difficiles ou longs à réaliser.

Jacques Diouf a précisé à Rome qu'il fallait accroître la production agricole mondiale de 70%, préconisant de poursuivre l'agriculture biologique qui contribue à la réduction de la faim et de la pauvreté tout en

soulevant le fait qu'elle ne peut, à elle seule, nourrir une population en accroissement rapide.

La solution pourrait être de mettre en place dans l'agriculture africaine des stratégies sur les organismes génétiquement modifiés (OGM). Mais les décideurs africains ne sont pas unanimes sur ce point. Néanmoins, le souci de diminuer les résidus chimiques, d'améliorer la biodiversité et la santé des agriculteurs a conduit certains pays à la production de plants génétiquement modifiés, comme le manioc résistant aux virus, les variétés de bananes résistant à la maladie foliaire, le riz et le maïs bio enrichis en vitamine A, des fruits produisant des vaccins comestibles, etc.

Pour contourner les risques, l'emploi des OGM dans l'agriculture de ces États (Égypte, Kenya, Afrique du Sud, Zimbabwe, Burkina Faso) est encadré. Des barrières réglementaires ont été mises en place afin de garantir leur utilisation. En Afrique centrale, certains pays (Cameroun et Côte d'Ivoire) en sont à la phase législative. Le débat sur la génétique reste entier...

Carmen Féviliyé

*FAO : Food and agriculture organization, Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture

Réflexion

Afrique, le message d'humanité

Elle a été devancée, reléguée, oubliée puis abandonnée par cette humanité dont on rappelle à juste titre qu'elle en fut, il y a trois à quatre millions d'années, le berceau. Il s'agit, bien entendu, de l'Afrique.

Devancée, reléguée, oubliée et abandonnée pour avoir, semble-t-il, manqué de s'arrimer à la course vers le gain et le profit que les autres « quartiers » du vaste village planétaire, le monde – parmi lesquels la vieille Europe riche, la nouvelle Amérique puissante et la très émergente Asie – avaient très tôt lancée, accumulant bien sur bien, bâtissant usine sur usine, sans tenir compte des conséquences sur l'homme et son milieu naturel de cette escalade industrielle.

À l'appât du gain nul ne résiste, dira-t-on. Mais dans ce monde du profit, les bénéficiaires s'épient insidieusement, pour ne pas dire que leur inimitié les mènera à la guerre. C'est en tout cas, sans remonter bien loin dans l'histoire des nations, ce que l'on peut retenir des relations internationales de ces soixante dernières années : le profit et la volonté de puissance muèrent en guerre mondiale entre 1940 et 1945, laquelle fit place à ce que l'on appela la guerre froide jusqu'à la chute, il y a vingt ans seulement, du mur de Berlin.

Comme s'ils revenaient d'une longue période d'aveuglement, les États et leurs dirigeants, des plus grandes nations aux plus petites, se mirent à regarder autour d'eux pour se rendre compte qu'ils avaient en commun leur survie ; que celle-ci était fortement mise à mal par les mécanismes sur lesquels ils avaient bâti et pensaient pérenniser leurs richesses ; que la terre à laquelle ils demandaient tout était sur le point de lâcher, de ne plus suivre, de disparaître simplement avec ses rivières, ses lacs et océans, sa faune et sa flore, du fait des changements climatiques. Devant une telle calamité, bien sûr, la prise de conscience seule ne suffit pas ; les discours, même les plus mielleux, ne suffiront pas. Autant que faire se peut, il convient d'agir.

Le temps d'agir, tout le monde l'aura compris, est celui qu'offre la conférence de Copenhague sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, qui s'ouvre le 7 décembre. La capitale danoise doit accorder son hospitalité aux dirigeants de 192 pays jusqu'au 18 décembre, afin qu'ils décident ensemble du temps qu'ils souhaitent accorder à la terre, aux hommes et aux choses qui la peuplent pour continuer à exister.

Le fait de voir réunis les chefs d'État des pays les plus riches, à la vérité ceux qui polluent le plus, est en soi un motif de satisfaction. À force de pression, l'Américain Barack Obama a sagement différé sa présence à la cérémonie d'ouverture pour la fin du sommet, c'est-à-dire, au moment où seront prises, du moins on le suppose, les grandes décisions.

En agissant ainsi, le président des États-Unis a sans doute favorablement attiré l'attention de son homologue français, Nicolas Sarkozy, qui n'aurait pas compris qu'Obama fasse un pied de nez à l'important sommet en « séchant » sa clôture. On portera à l'actif du dirigeant français ses accointances particulières avec les chefs d'État des pays au cœur des enjeux de la conférence de Copenhague en raison du rôle que l'on attend d'eux. Le Brésil, premier poumon mondial, grâce à la forêt d'Amazonie, et les pays du Bassin du Congo, deuxième poumon, sont de ceux-là.

Qu'attend-on donc du sommet de Copenhague ? Qu'il aille plus loin que celui de Kyoto... Qu'il affiche des engagements communs et concrets sur le chemin de la sauvegarde des équilibres écologiques. Le Protocole de Kyoto réglementant les émissions de gaz à effet de serre arrive à expiration en 2012, après avoir été malmené par plusieurs puissantes polluantes, dont les États-Unis et de nombreux pays émergents. On sait que désormais ces pays – parmi lesquels la Chine, le Brésil, l'Inde et l'Indonésie – ont opté pour la réduction de la pollution et qu'ils ont même fixé des échéances. Il faut les y encourager.

Pauvre, cela est bien connu, l'Afrique a paradoxalement un message de bonheur à partager avec le monde entier. Elle pollue moins et préserve plus. Ce message d'Afrique sera parmi tant d'autres celui du président congolais, Denis Sassou N'Guesso, dont le pays, le Congo, a depuis bien longtemps pris à bras le corps la bataille de la préservation de l'environnement à travers l'institution d'une Journée nationale de l'arbre.

Le 6 novembre de chaque année, en effet, les Congolais sont appelés à planter chacun un arbre, et l'expérience remonte à 1986. Il s'agit à Copenhague de faire en sorte que ce message de l'Afrique, berceau de l'humanité, soit entendu par les dirigeants du monde entier, à l'heure où les enjeux du développement durable occupent les esprits, comme les besoins de paix se placèrent en tête des préoccupations des nations au sortir de la Seconde Guerre mondiale.

Gankama N'Siah

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet www.brazzaville-adiac.com

Siège social : 84 av. Paul Doumer, Immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 532.01.09

Bureau de Kinshasa (Rdc)
606 avenue colonel Ebaya
Commune de la Gombé
Tél. (243) 015 166 200

Bureau de Paris (France)
38 rue Vaneau 75007 Paris
Tél. : 00 33145 51 09 80

Direction
Directeur général, Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo
Directeur technique : Emmanuel Mbengué
Directrice administrative et financière : Lydie Pongault
Directeur commercial Charles Bernard Zodialo
Directeur de l'informatique et des télécommunications Gérard Ebami-Sala
Directrice du Développement Carole Moine
Directeur des rédactions Gankama N'Siah

Rédaction de Brazzaville
Société Faustin Akono, chef de service, coordinateur Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Politique Willy Mbossa, chef de service Roger Ngombé, Thierry Nougou
Économie Guy Gervais Kitina, chef de service Guillaume Ondzé, Nancy Loutoumba
International Nestor N'Gampoula, chef de service Rock Ngassakys

Culture et Arts Quentin Loubou, Hermione Désirée Goma Jean Dany Ebouélé
Sports James Golden Eloué, chef de service Charlem Léa Légnoki

Rédaction de Kinshasa
Politique Dani Ndungidi, Jules Tambwe
Économie Laurent Essolomwa
Société Lucien Dianzenza
Culture et arts Nioni Masela
Secrétariat Adrienne Londole

Secrétariat des rédactions
Gerry-Gérard Mangondo, chef de service Arnaud Bienvenu Zodialo
Infographistes Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa

Directrice internationale
Bénédicte de Capèle
Bureau de Paris : Camille Delourme, Alain-Marie Eliassy, Noël Ndong, Claire Segré
Bureau de Washington Boris Khari Ébaka
Bureau de Rome Lucien Mpama

Service commercial
Diffusion Delagrâce Bemba, Rodrigue Ongagna, Sylvia Addhas, Jules-César Ollebi, Pateme Mbenga

Administration et Finances
Sorel Toukoulou Banoukouta, Chuldron Sorelle Oba
Attachée de presse Béatrice Ysnel

Impression
Directeur adjoint Paul Kambo
Imprimerie Advence

Les défis du développement durable

par Denis Sassou N'Guesso

Publié à quelques jours du Sommet de Copenhague, le livre du président Denis Sassou N'Guesso *L'Afrique : enjeu de la planète. Les défis du développement durable** se penche sur l'avenir de la planète à travers un double message qui vise Africains et Occidentaux. Dans son plaidoyer humaniste et généreux, le chef de l'État congolais, qui porte à Copenhague la voix du continent africain, donne sa vision d'un avenir à la responsabilité partagée où l'Occident a beaucoup à apprendre de l'Afrique.



©P. Robert

L'Afrique doit se protéger des importations massives de nourriture

L'agriculture est le pilier de l'avenir

« L'agriculture est au centre de l'avenir de l'Afrique et si nous voulons que l'Afrique avec son agriculture puisse nourrir sa population, il faut qu'elle se protège des importations massives de nourriture. Aujourd'hui, nous trouvons plus aisément sur nos marchés des poulets brésiliens que des poulets africains et le riz thaïlandais est moins cher que le riz malien. C'est dans les années 1970 que l'agriculture africaine, au moment même où l'Asie entamait sa révolution verte, a vu reculer sa production. Il n'empêche que l'agriculture occupe encore en Afrique 65% de la population active et représente plus de 30% du produit intérieur brut.

L'agriculture vivrière représente 70% de cette production, l'agriculture d'exportation de coton et produits tropicaux environ 14% tandis que l'agriculture à haute valeur ajoutée, qui porte sur certains fruits, fleurs ou légumes, ou sur le bio et le commerce équitable, ne représente que quelque 6%. »



Le respect de la terre, la force du désir et une certaine joie de vivre tiennent à distance la misère

Retrouver les thérapies d'antan

« Nous nous sommes laissés séduire par les paillettes du monde occidental et nous avons eu trop tendance à mettre de côté notre propre culture comme s'il s'agissait d'une sous-culture, une culture " première ", archaïque. Nous avons été conduits depuis un siècle à laisser de côté nos traditions et même à les mépriser. Tout s'est passé comme si la culture occidentale triomphante avait tout à nous apprendre au regard de sa réussite flamboyante en termes de bien-être et

de richesses. Beaucoup d'Africains ont fait table rase du passé et ont adhéré à des valeurs qui allaient quelquefois à l'encontre de nos traditions.

Nous avons laissé en partie de côté ce que nous offre notre terre dans cette partie du monde. Nous avons oublié notre connaissance de la nature et nos thérapies traditionnelles. Et pourtant, c'est la tradition qui a su préserver notre santé et nos besoins alimentaires pendant des siècles. Il faut retrouver une certaine sagesse sur laquelle nous appuyer, non seulement pour que notre continent affronte avec davantage d'atouts les problèmes contemporains, mais également pour qu'il ouvre de nouvelles portes : le respect de la terre, la force du désir et une certaine joie de vivre qui tiennent à distance la misère. »

Le green business

« Mécanisme de développement propre, gestion durable des déchets et des forêts, écotourisme, économie sociale, agrocarburants, éco-industries, commerce équitable, éco-construction, aménagement durable à haute intensité de main-d'œuvre, agriculture biologique et énergies renouvelables, le *green business* est prometteur pour l'Afrique. La protection de l'environnement constitue un nouveau marché qui peut générer massivement beaucoup d'emplois. Nous devons appren-

dre à transformer nos contraintes en ressources et consacrer ces ressources au développement durable. Rechercher toutes les opportunités en produits verts et en développement de produits verts en Afrique. Nous ne manquons pas de matières premières pour cela. Et si nous faisons de l'Afrique le grand continent écologique du monde, en tout cas la place est à prendre ! Tout est à inventer et nous pouvons inventer propres. Les jeunes Africains doivent s'impliquer dans la création ou le déve-

loppement d'éco-entreprises sur le continent, car les opportunités offertes par la croissance verte pour l'investissement en Afrique sont en train de se dessiner. Elles sont nombreuses. (...) Une économie plus écologique peut éliminer la pauvreté par les créations de dizaine de millions de nouveaux emplois (...). De nouvelles idées d'entreprise vont naître du nouveau prisme qu'apporte le développement durable. »



Le green business est prometteur pour l'Afrique

« Comment avons-nous pu développer un tel orgueil jusqu'à oublier que la terre ne nous appartient pas ? Nous ne faisons qu'y passer. Comment avons-nous pu oublier que nous n'avons pas le droit de piller une planète que nous devons léguer intacte à nos enfants ? »

Écolabels, écoproduits

« Beaucoup de citoyens du monde prennent conscience de choses très simples. Des siècles durant, les gens ont vécu en bonne santé en consommant des produits dont ils se transmettaient les recettes et les modes de fabrication artisanale.

Aujourd'hui nous consommons souvent des produits frelatés, des produits importés, sans véritables contrôles sanitaires, des produits mal équilibrés, trop sucrés, contenant beaucoup de liants chimiques et de conservateurs, alors que nous avons à portée de main **des produits naturels qui, non seulement sont bons pour la santé des Africains, mais peuvent le devenir pour la santé de tous.** Nous pouvons nous remettre à fabriquer ces produits chez nous et à en faire profiter les autres en les exportant. La demande existe. La montée en

flèche de la consommation des produits bio le prouve. Nous avons la possibilité de cultiver des produits ayant une tra-

çabilité biologique et de les proposer dans le cadre de la mondialisation et des échanges marchands. »



Les produits naturels sont bons pour la santé des Africains et peuvent le devenir pour la santé de tous

Nos traditions respectent la forêt

« Nos traditions ont toujours su préserver la forêt. Certaines de nos ethnies en sont les gardiennes de toute éternité. Un Pygmée connaît l'importance des cycles. Il parle avec la forêt et ne lui demande jamais davantage qu'elle ne peut donner. Mais les Pygmées ne sont pas les seuls. Un agriculteur du Congo, qui vit en lisière de la forêt, sait parfaitement qu'il faut préserver ces cycles. Ce sont des chasseurs qui veillent à ce que la forêt soit toujours une source de nourriture, d'emplois, pour eux et leurs descendants. " Ils veillent au grain ". Par contre, les citadins n'ont pas la même approche. Autour de Brazzaville, l'utilisation effrénée de bois de chauffage engendre une dégradation certaine de la forêt. Dans les années 60, le Congo avait commencé à réglementer l'exploitation de ses forêts et a engagé des opérations de reboisement. À l'époque, il n'était pas



Les Pygmées parlent avec la forêt

question de développement durable et certains organismes nous poussaient à une politique d'écrémage de nos forêts méridionales, ce qu'heureusement nous n'avons pas fait. Entre les années 80 et 90, nous avons travaillé sur le clonage des eucalyptus et obtenu des résultats prometteurs qui auraient dû nous permettre de réaliser, à la fois un reboisement rapide des friches dans

certaines régions ainsi que la possibilité d'en extraire de l'huile et de la pâte à papier, avec, à la clef, la création d'emplois, en même temps qu'une contribution au renouvellement raisonné de l'espèce. Faute de financement, cette expérience a tourné court sur notre sol. Je le regrette infiniment... »

L'entreprise, moteur d'une économie durable

« Notre chemin d'avenir passe par la modernisation et l'industrialisation raisonnée de notre pays et a comme objectif le développement durable parce que ce développement-là est la condition certaine du mieux-vivre de chaque Congolais. La manière dont un produit est fabriqué, la manière dont il est consommé ont des conséquences immédiates sur la préservation de notre environnement. Chaque entreprise d'Afrique doit intégrer dans ses activités la conscience de l'importance des règles du développement durable. Nous devons être conscients de l'impact de nos compor-

tements sur la planète. Réduire les émissions de polluants, investir dans des technologies propres, abandonner tous les produits dangereux pour l'environnement est un impératif. Il faut que nous nous mettions tous en état de veille technologique, que nous soyons en quête de tous les produits, que nous en inventions. Il faut, pour que nos entreprises intègrent une véritable attitude environnementaliste, que notre éducation intègre l'environnement dans ses préoccupations et sa formation de base. Les entreprises doivent dépasser l'approche fondée exclusivement sur le rendement et

le profit et inclure la protection de l'environnement et le respect de l'individu dans leurs objectifs. Il faut qu'elles préviennent tout dommage causé à l'environnement en comprenant qu'il en va de l'intérêt de tous, de notre survie à tous. Il nous faut inventer de nouveaux modèles d'entreprises ancrés dans un système qui considère la personne humaine et le rapport à la nature comme des données prioritaires au centre du processus économique et social. On ne bâtit pas une entreprise contre les hommes, mais avec et pour eux. »



Les entreprises doivent intégrer une véritable attitude environnementale

La dette écologique

« S'il est une notion qui en Afrique nous est familière, c'est bien celle de la dette. Pour une fois, la dette n'est pas dans le même sens. Nous nous passerions très volontiers d'être les créanciers. Pour définir ce qu'est la dette écologique, il suffit d'expliquer que les pays du Nord polluent plus que les pays du Sud, que le Sud subit beaucoup plus les conséquences de cette pollution et du changement climatique. Il est par conséquent légitime que le Sud se positionne en tant que créancier. Certaines politiques ont des impacts destructeurs sur la nature et des impacts sociaux plus terribles encore.

Comment procéder lorsqu'un environnement spécifique, comme c'est le cas pour nos forêts, a été dégradé ? La compensation devrait-elle permettre de retourner à la situation antérieure ? Doit-on chercher à restaurer l'environnement tel qu'il devrait être en l'absence d'impacts significatifs de l'homme ?

On voit assez bien à quelle démesure nous pouvons être conduits si nous essayons d'appliquer de telles méthodes.

Il n'empêche, un fonds de réparation écologique financé par les pollueurs peut être une piste viable prenant sa source dans une réelle solidarité entre les peuples. »



L'urgence climatique impose la gestion de l'eau

« Avec une population très jeune, des ressources naturelles importantes et un vaste territoire, l'Afrique détient tous les atouts pour devenir le centre mondial incontournable d'un développement économique humaniste. »

* « L'Afrique : enjeu de la planète. Les défis du développement durable » par Denis Sassou N'Guesso. Directrice d'ouvrage Maria Maylin, Jean-Marie Laffont éditeur. Respublica Éditeur, 263 pages, 18,90€.



Diverses activités s'organisent autour des cours d'eau

« Mon pays place dans ses priorités a gestion durable des écosystèmes forestiers et contribue activement à l'harmonisation des politiques et législations forestières en Afrique centrale »

Bembe bembé a kweya ndeyi ya mba ngwe*

« Nous devons être conscients de l'importance de notre culture, conscients de ce que véhicule notre civilisation orale, conscients de la qualité de nos valeurs. Notre civilisation agraire n'a pas connu la révolution de Gutenberg, elle n'a pas pris à temps le train de la révolution industrielle, mais dans les pays du Nord, comme dans les pays émergents, une nouvelle révolution est en marche : celle de la communication et de la circulation de l'information. Le monde est devenu disponible pour chacun par un simple geste ; le monde occidental et ses mirages, mais aussi le monde de la connaissance, le monde de la science, le monde de l'expression où chacun peut défendre sa vision. Nous ne resterons pas les bras croisés à regarder passer ce train-là de l'histoire. Aujourd'hui nous pouvons redonner de l'espérance à tous en partageant les valeurs du coffret d'Otwere. Ses valeurs de solidarité et de justice qui seules vont nous autoriser " un développement qui permette aux générations présentes de satisfaire leurs besoins sans remettre en cause la capacité des générations futures à satisfaire les leurs ". Parce que nous, les Africains, avons toujours été conscients d'un destin commun au regard de la nature et de ses éléments. Parce que nous, les Africains, n'avons jamais cessé de vénérer la forêt, les sources et les rivières, les fleurs et les plantes. Parce que nous avons toujours su que nous ne sommes qu'un maillon de la chaîne naturelle infinie de la Vie. Parce que nous, les Africains, nous savons que le monde ne pourra jamais plus tourner rond sans que chacun d'entre nous ne se solidarise, partage et se respecte. Pour toutes ces raisons, le développement durable constitue une nouvelle chance pour l'Afrique... »

* Le faible doux et intelligent entre facilement au domicile de la panthère

Un livre et une bande dessinée pour une même cause

Ecrits par Denis Sassou N'Guesso, publiés par Les Editions Jean Marie Laffont et Les portes du soleil sous la direction de Maria Maylin, les livres « L'Afrique, enjeu de la planète » et « Gondwana et l'arbre des Ancêtres » défendent la même cause sous une forme radicalement différente.

Le premier, « L'Afrique, enjeu de la planète » développe sur 263 pages une réflexion parfaitement structurée sur les défis de l'environnement, la question du développement durable, la responsabilité des pays développés et, surtout, le rôle que l'Afrique va devoir jouer dans la bataille qui s'engage pour l'avenir de la planète. Tout en plaçant le débat au niveau mondial il reprend et amplifie les thèmes développés par le chef de l'Etat congolais dans son livre « Parler vrai pour l'Afrique » paru chez le même éditeur il y a six mois. Le lecteur averti y trouvera des échos du livre « Le Manguier, le fleuve et la souris » (1997).

Le deuxième ouvrage, radicalement différent, est destiné aux enfants. Sous le titre « Gondwana et l'arbre des Ancêtres » et dans la forme aussi plaisante que facile à lire de la bande dessinée il se présente comme un conte « destiné à raconter aux enfants l'importance des arbres et leur rôle essentiel dans la préservation de la vie sur terre ». Scénario du livre : L'infâme sorcière Kosanzala, reine des misères, a décidé d'avalier la lumière. Comment Gondwana, le jeune gardien de la forêt, va-t-il sauver son ami, Moinga Tzete, le petit arbre ?



*L'Afrique : enjeu de la planète.
Les défis du développement durable*

par Denis Sassou N'Guesso
Directrice d'ouvrage Maria Maylin, Jean-Marie Laffont éditeur
Republica Éditeur, 263 pages, 18,90 €

La croisée des chemins

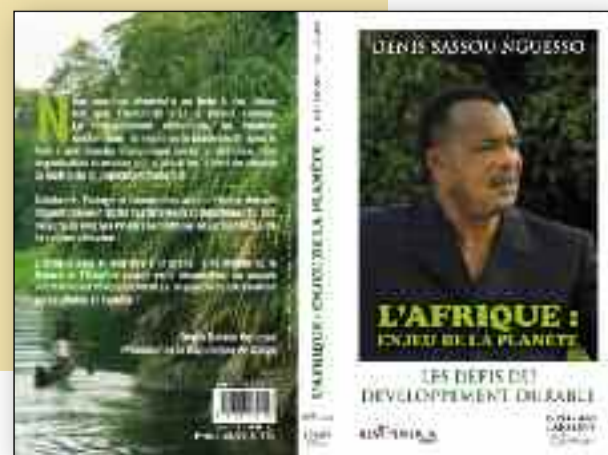
« Tout va se jouer dans les décisions que nous allons être conduits à prendre dans les mois et les années qui viennent. Ce que demandent les peuples du continent africain, comme tous les laissés pour compte, c'est un développement qui leur assure enfin une existence digne au présent. Sans le retour de la dignité et du respect mutuels de l'espoir, je crains que dans les années à venir la spirale de la pauvreté ne provoque tant de frustrations que rien ni personne ne pourra plus raisonner les peuples. Nous en sommes là. Les miracles

d'une communication planétaire diffusent une information récurrente sur le bien-être absolu des pays riches. Dans ces conditions, quelle mère n'a pas envie pour son enfant de cette existence paisible ? Quelle mère ne fait pas fi de tout pour sortir son enfant de l'ornière de la misère ? Jusqu'à quand aurons-nous le choix avant que le feu ne prenne ? Gardons en tête à quel point notre planète est devenue un village, à quel point les distances se sont amenuisées. Le réchauffement de la planète et toutes les catastrophes que vont entraîner les



Notre planète est devenue un village

changements climatiques risquent de précipiter vers les nations nanties des centaines de millions de personnes, non pas de gaîté de cœur, mais parce qu'ils ne peuvent, chez eux, se procurer les moyens d'exister en raison des inondations, de la sécheresse, de l'érosion du sol ou de la désertification. Ces réfugiés climatiques estimeront cohérent de chercher asile dans les pays qui sont responsables de leur malheur. Même si des lois se mettent en place, que pourra la loi contre le nombre ? Endiguer le réchauffement de la planète, c'est endiguer le cours d'un destin tragique à plusieurs niveaux. Voilà pourquoi il faut que nous continuions à retrousser nos manches pour trouver les bonnes solutions. L'humanité doit s'ancrer désormais dans une vision à laquelle elle devra sa survie et cette vision inclut le droit des individus du monde entier à vivre à l'abri de la famine et dans la mesure du possible, heureux. »



Le Bassin du Congo : un patrimoine mondial abandonné aux seuls États riverains

Il y a comme un paradoxe entre les bienfaits que la planète tire de ses deux principaux poumons à oxygène, que sont l'Amazonie et le Bassin du Congo, et une prise de conscience toute théorique de la nécessaire préservation de ce patrimoine. En effet, le discours développé renvoie presque toujours la responsabilité de ces deux étendues boisées aux seuls États riverains sans jamais évoquer la part que tout le monde devrait prendre dans la préservation de ces aires vitales pour la survie de l'humanité

Le cri des riverains du Bassin du Congo – onze pays d'Afrique centrale – n'a que rarement rencontré la prise de conscience partagée de ce que sa disparition pourrait causer au monde en termes d'accélération et d'accumulation dans l'atmosphère des gaz à effet de serre. Aujourd'hui, le Bassin du Congo contribue de deux à trois fois plus que les autres mécanismes naturels à la capture du CO₂ rejeté dans l'air par les industries polluantes des pays développés ou émergents. Les écosystèmes du Bassin du Congo jouent un rôle de premier plan dans la régulation du climat global par la séquestration du carbone contenu dans les émissions mondiales de CO₂. C'est donc un véritable poumon, mais dont l'importance aux yeux de tous contraste visiblement avec le peu d'empressement de certains à s'en rendre responsables, au moins dans la gestion.

« Mon pays place dans ses priorités la gestion durable des écosystèmes forestiers et contribue activement à l'harmonisation des politiques et législations forestières en Afrique centrale. Mais la faiblesse de nos capacités ne peut nous permettre, seuls, de réaliser cet objectif, qui nécessite des moyens importants... ». C'est en ces termes que s'exprimait le président Denis Sassou N'Guesso au sommet de la Terre de Johannesburg en septembre 2002. Il parlait du Bassin du Congo et appelait la communauté internationale à apporter son concours aux exigences que

supposent la préservation et la conservation de ce joyau planétaire. Les réponses venues alors de ceux – certains, pas tous ! – qui tirent partie des bienfaits naturels du Bassin du Congo n'ont été que fort mesurées, quand elles ne se sont pas réduites à des promesses jamais tenues.

Un massif géant de forêts tropicales d'un seul tenant

Formant un bloc écologique intégré et couvrant les territoires du Cameroun, de la République centrafricaine, de la République démocratique du Congo, de la Guinée équatoriale, du Gabon et du Congo, les écosystèmes forestiers du Bassin du Congo constituent un massif géant de forêts tropicales d'un seul tenant. Il n'y a que l'Amazonie qui le dépasse en dimensions. Le Bassin du Congo, c'est aussi le plus grand réservoir au monde des ressources en eau douce, en oxygène et en biodiversité. On y compte plus de 10 000 espèces végétales, 1 000 espèces d'oiseaux, 400 espèces de mammifères et plus de 85 plantes endémiques. C'est aussi, et quoiqu'en disent des organisations militantes en mal de publicité, la zone où l'on note le taux de déforestation directe le plus faible au monde. Les défrichements agricoles et l'exploitation du bois de chauffe n'y ont, en effet, jamais

dépassé les exigences de la consommation traditionnelle et artisanale.

Prenant conscience de ce patrimoine mondial irremplaçable, les pays riverains décidèrent, en 1999 à Yaoundé, de créer un cadre de concertation et de coordination de leurs actions communes pour préserver leur joyau. C'est ainsi qu'est née une coalition internationale, le Partenariat pour les forêts du Bassin du Congo (PFBC), au sein de la Commission des forêts d'Afrique centrale (Comifac) qui, en s'intégrant dans les objectifs du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad), a associé à la démarche des pays du Sud les bailleurs de fonds des pays du Nord (dont les États-Unis, l'Allemagne, la France qui ne sont que quelques-uns des pays membres de la facilitation).

Ouvrer pour un nouvel ordre écologique

Les pays de la sous-région d'Afrique centrale, qui n'ont pas attendu des financements qui n'arrivent qu'au compte-gouttes, se sont placés dans une logique d'intégration régionale par leur forêt commune, à travers l'initiative dite Processus d'application des législations et de gouvernance dans le domaine forestier en Afrique (Afleg) en vue de lutter contre les coupes illégales des bois



Un massif forestier d'un seul tenant

et le commerce qui en découle. Aujourd'hui, les pays de la sous-région ont convenu de réserver 11% de leurs territoires à des aires protégées dans le cadre du PFBC. Le Sommet de Copenhague constitue donc, pour des pays comme le Congo et ses voisins du Bassin du Congo, non seulement l'occasion de tourner le regard vers ce que nous avons en commun sur cette terre, mais aussi de nous convaincre que les changements climatiques n'affectent pas de la même façon les auteurs des pollutions et leurs victimes lointaines. Au contraire même, par un effet pervers de la nature, ceux qui en souffrent le plus sont d'autant plus vulnérables qu'ils sont loin des

sources d'émission ! Et donc invisibles des pollueurs...

« L'enjeu consiste à œuvrer pour un nouvel ordre écologique par la recherche de solutions adéquates aux problèmes posés par les catastrophes naturelles dont l'Afrique est victime », prévenait le ministre congolais de l'Économie forestière et de l'Environnement, Henri Djombo, au 7^e Forum mondial du développement durable, en octobre dernier à Ouagadougou. Car il est plus que temps de se convaincre que famines et épidémies de tous genres n'affectent pas que des pays coupables de pollution.

Lucien Mpama

Et l'agriculture ?

Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), il y a eu comme un défaut à ne pas intégrer l'agriculture parmi les thèmes en discussion au sommet de Copenhague. L'agriculture, rappellent les experts, entre pour une large part dans les équilibres alimentaires et écologiques du monde. Au dernier sommet de la FAO à Rome, on a estimé qu'un investissement de 60 milliards de dollars par an ainsi qu'une production annuelle supplémentaire de 70% étaient nécessaires pour donner au monde suffisamment à manger d'ici à 2050.

Or, non seulement les bouleversements climatiques constituent une menace sur la sécurité alimentaire, mais encore l'activité agricole est elle-même génératrice de gaz à effet de serre (GES). L'agriculture, affirme la FAO, est responsable de 14% des émissions totales de GES. Entre caricature et sérieux de laboratoire, il a été calculé que de cet ensemble, les vaches à viande étaient, par leurs flatulences, responsables d'une bonne part !

Pourtant, si toutes les activités humaines sont génératrices d'émissions de gaz nocifs dans l'atmosphère, l'agriculture présente l'avantage de détenir aussi ses propres solutions pour y remédier. Une pratique comme l'agriculture biologique, par exemple, contribuerait à capturer le carbone et à le stocker dans le sol, affirme la FAO. Pour y parvenir, il s'agirait « de déranger le moins possible le sol, de le garder couvert et de procéder à la rotation des cultures afin que le carbone soit stocké dans les sols », indique Alexander Müller, sous-directeur général de l'organisation.

Financer l'agriculture en ciblant celles de ses activités qui contribuent à éliminer les gaz nocifs est donc une autre piste pour lutter contre les bouleversements climatiques. D'où l'inquiétude des scientifiques devant l'absence du volet agriculture aux débats de Copenhague. Un secteur qui produit de la pollution et peut y remédier par ses pratiques a bien sa place dans un sommet où l'on discute des changements climatiques !

LM

Copenhague : quelles compensations

Les dirigeants des pays du Bassin du Congo rencontrent à Copenhague les chefs d'État des pays du Nord et des pays émergents pour un accord sur les mesures à prendre face au changement climatique. La question est clairement posée : quelles seront les compensations pour l'Afrique ?



L'Afrique sera probablement le continent le plus touché par les effets du changement climatique alors que ses émissions de gaz à effet de serre (GES) ne correspondent qu'à 2% ou 3% des ressources énergétiques et industrielles de la planète, 7% si l'on intègre l'agriculture et les forêts.

Ses émissions viennent pour 7,5% de l'industrie, 6,8% de ses déchets, 49,1% de son secteur énergie et 36,6% de son secteur agricole intégrant la déforestation. Cette distribution sectorielle met en évidence les potentialités et les priorités de l'Afrique. Un continent qui dispose en outre des plus grandes potentialités pour séquestrer du carbone dans le secteur de l'utilisation des terres et de la foresterie. D'où un besoin crucial de financement pour assurer son adaptation aux changements climatiques et pour mettre en œuvre des politiques qui permettront d'atténuer leurs effets à travers des projets de développement. Son engagement dans la préservation de la faune et de la flore ne date pas d'hier.

En Afrique centrale, les acteurs politiques ont été à l'avant-garde de la préservation de l'environnement grâce à un arsenal de mesures efficaces. Dès 2005, les pays de la forêt du Bassin du Congo se sont engagés dans un processus de dialogue autour de la place des forêts du Congo dans les enjeux climatiques en signant la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique (CCNUCC) relative à la réduction des émissions résultant de la déforestation et de la dégradation des forêts,

pour maintenir les écosystèmes et la biodiversité, essentielle à ses populations et à la planète.

La forêt est une ressource. Des populations aussi bien urbaines que rurales dépendent directement ou indirectement des ressources de la forêt. En Afrique centrale, certains vont en forêt comme au Nord certains vont au supermarché. Il faut donc pérenniser ce lieu pour qu'il serve aussi de lieu d'approvisionnement, aux générations présentes et futures, pour une population en quête de survie au quotidien.

Ces forêts, on le sait, jouent un rôle de premier plan dans la régulation du climat global par la séquestration du carbone, et le bassin est l'un des plus grands réservoirs au monde de ressources en eau, oxygène et biodiversité. Mais même si elles restent relativement préservées, les forêts d'Afrique centrale ont subi l'évolution du changement climatique et la préservation du massif s'impose aujourd'hui à tous comme une exigence de survie collective, qui interpelle une responsabilité commune. Le président français, Nicolas Sarkozy, l'a reconnu le 29 mars 2009 à Brazzaville, demandant que priorité soit donnée à l'environnement, à la préservation du Bassin du Congo, « qui dispose d'une richesse qui constitue un trésor pour l'humanité ». De fait, les experts soulignent que cette forêt peut contenir plus de 90 milliards de tonnes de CO₂, ce qui équivaut approximativement à deux années d'émissions mondiales au taux actuel.

L'Afrique a arrêté une liste de thèmes qu'elle compte défendre à Copenhague.

Il s'agit de l'atténuation du changement climatique, de son adaptation, du transfert des technologies, du renforcement des capacités de ses pays et du financement de nombreux projets.

Pour l'Afrique centrale, l'enjeu à Copenhague est de parvenir d'une part, à une gestion et à une exploitation raisonnables de cette forêt d'autre part, de négocier des compensations financières en bonne et due forme tout en considérant qu'il est économiquement anormal d'empêcher l'Afrique centrale de se développer et moralement normal de l'empêcher pour maintenir l'équilibre mondial. Pour détourner les populations locales de l'exploitation, il faut des compensations susceptibles d'améliorer les revenus dans cette sous-région.

À Rome en novembre dernier lors du sommet mondial sur la sécurité alimentaire, le président congolais, Denis Sassou N'Guesso, a souligné que « la forêt du Bassin du Congo [...] mérite [...] sans doute d'obtenir une compensation d'une façon ou d'une autre », et plaidé pour que la détermination des pays du Nord se transforme en actes concrets, tous « aussi cohérents qu'efficaces », dans la mesure où « les changements climatiques affectent les écosystèmes, et le dysfonctionnement qui en résulte anéantit les capacités de l'homme à produire ».

Les pays d'Afrique centrale attendent en particulier que les pays industrialisés relèvent leurs objectifs de réduction de GES. Rappelant qu'ils souffrent déjà d'un changement climatique alors qu'ils n'en sont pas responsables, ils demandent aux pays du Nord de se prononcer sur les mécanismes

d'adaptation, d'atténuation, de renforcement de capacités de transfert de technologies sur la base d'équité, et que les mesures d'adaptation et d'atténuation soient liées et traitées ensemble, car elles se complètent en Afrique centrale. Partant de ce constat, l'Afrique continentale va plaider pour obtenir une somme de 45 millions d'euros pour faire face au changement climatique.

À Paris, le président français, Nicolas Sarkozy, a invité les chefs d'État des pays du Bassin du Congo,

lorsqu'ils ne sont pas tant croisés qu'opposés, si accord il y a, il y a de forts risques que se dégage un accord global. Or il faudrait « quatre accords justes », dont un accord entre les « industriels pollueurs » et les « forestiers dépollueurs », une perspective peut-être plus intéressante à moyen et à long terme pour les pays du Bassin du Congo. Si louable soit leur « activisme officiel », ces pays souffrent de l'absence des moyens réels de leurs ambitions, autres que l'aide extérieure et l'as-

Quelques chiffres clés sur le Bassin du Congo

- 100 millions d'habitants
- 204 millions d'hectares de forêts denses et humides, soit 46% de la superficie forestière
- 12 millions de mètres cubes de bois produits par an
- 20 millions d'hectares de forêts marécageuses
- 100 espèces de mammifères
- 1 300 espèces d'oiseaux
- 336 espèces d'amphibiens
- 400 espèces de reptiles
- 20 000 espèces de plantes répertoriées, dont 8 000 environ sont endémiques

le 16 décembre à deux jours de la clôture du sommet de Copenhague, pour arrêter une position commune. La France y plaidera en faveur de 305 milliards de dollars pour l'Afrique pour faire face au réchauffement climatique. Les investissements qui en découleraient pourraient faire de l'Afrique le premier continent utilisant des énergies renouvelables en moins de 20 ans. Le plan comprend d'autres volets comme l'accès à l'eau, la lutte contre l'érosion, la déforestation, la reforestation.

À Copenhague, écheveau d'intérêts tant convergents que divergents

sistance technique, comble de paradoxe, de la part de pays contribuant à leur déforestation intensive depuis des décennies.

D'une manière générale, l'aménagement des forêts de production est une avancée majeure des pays du Bassin du Congo. Il est donc important que le futur accord puisse accompagner les politiques d'aménagement mises en œuvre par les pays du Bassin du Congo. Plutôt que blâmer la dégradation, il faut encourager la bonne gestion.

Noël Ndong



pour les pays du Bassin du Congo ?

Trois questions à... Olivier Hamel,
chercheur au Cirad, ancien directeur
de l'UR2PI à Pointe-Noire

À quelles mutations peut-on s'attendre si les revendications des pays d'Afrique centrale sont satisfaites à Copenhague ?

OH : La mutation sera globale ou ne sera pas. Si l'on arrive à prévenir les effets pervers inhérents à tout afflux financier insuffisamment préparé, ce qui revient aussi à réguler un certain libéralisme dont on a vu les effets néfastes, alors on peut espérer une consolidation globale de la chaîne du développement, qui se traduira par un accroissement de la croissance en Afrique. Les maillons de la chaîne du développement doivent être consolidés simultanément : formation, recherche, santé, gouvernance démocratique, aménagement du territoire, services publics, crédits/microcrédits, infrastructures, transferts de technologies, etc.

Les pays du Bassin du Congo ont-ils prévu un programme de suivi après la conférence de Copenhague ?

Les pays d'Afrique centrale sont solidaires au sein de la Comifac, un organe créé par les chefs d'État en vue de gérer de manière concertée les forêts du Bassin du Congo à travers un plan de convergence. Ce plan comprend une dizaine d'axes stratégiques, dont le premier met un accent particulier sur les conventions de Rio de Janeiro de 1992, parmi lesquelles la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Parallèlement, le Partenariat pour les forêts du

Bassin du Congo (PFBC) a été lancé en 2002 lors du sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg. Dans ce cadre, plusieurs membres du PFBC contribuent à la mise en œuvre du plan de convergence et visent notamment à assurer à la Comifac une meilleure prise en compte de la forêt dans le régime post-Kyoto dès 2012. La dernière réunion de la Comifac ne date que de la fin du mois dernier à Yaoundé et a permis de préparer la réunion de Copenhague. Donc, oui les pays du Bassin du Congo ont bien un programme de suivi à l'issue de la conférence.

Quelles seraient les conséquences si, face au changement climatique, rien n'était fait en Afrique centrale pour ralentir la déforestation ?

Il est assez peu probable que le taux de déforestation de l'Afrique centrale baisse spectaculairement, car la région doit assurer son développement et accompagner son accroissement démographique. Le challenge touche donc essentiellement la gestion de ses écosystèmes naturels ou cultivés, ce qui passe par la mise en œuvre d'une gestion durable de ses forêts et par un aménagement de son territoire.

Olivier Hamel est chercheur au Cirad, chargé de mission « cycles du carbone et MDP » ; il a été coordinateur du projet PFBC-MDP achevé en 2008 ; directeur de la recherche et du développement de l'UAIC ; et directeur de l'UR2PI à Pointe-Noire.



Les structures de gestion des forêts du Bassin du Congo

A. La Commission des forêts d'Afrique centrale (Comifac)

Les forêts du Bassin du Congo se trouvent dans dix pays d'Afrique : Burundi, Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, RCA, RDC, Rwanda, São Tomé & Príncipe, et Tchad. La Comifac évolue vers une intégration économique et monétaire globale. Elle est l'unique instance politique et technique d'orientation, de coordination, d'harmonisation et de décision en matière de conservation et de gestion durable des écosystèmes forestiers et des savanes en Afrique centrale. Elle a élaboré et adopté en février 2005 un plan de convergence pour une meilleure gestion et conservation des forêts d'Afrique centrale.

B. La Conférence sur les écosystèmes des forêts denses et humides d'Afrique centrale (Cefdhac)

La Cefdhac est une institution de la sous-région d'Afrique centrale. Elle a été créée pour tenir compte des grands enjeux que représente la gestion durable des forêts du Bassin du Congo, mais aussi pour répondre à la nécessité d'engager une réflexion à l'échelle sous-régionale regroupant les politiques (parlementaires et ministres), les techniciens, le secteur privé et les ONG sur les problématiques de la gestion durable de ces forêts ; de susciter un engouement pour elles ; d'améliorer les connaissances et l'information que l'on a de ces forêts pour améliorer la conservation et l'utilisation des ressources qu'elles recèlent ; de mobiliser les ressources nécessaires à leur gestion durable. La Cefdhac apparaît comme la concrétisation de la volonté politique des États d'Afrique centrale, réunis à Brazzaville, du 28 au 30 mai 1996, et constitue un cadre de concertation en vue d'une gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale.

C. L'Organisation africaine du bois (OAB)

Son objectif : la promotion de la transformation plus poussée des bois tropicaux en Afrique. Son plan d'action : proposer des opérations et actions à mener à bien afin d'atteindre des objectifs prioritaires partagés par tous les pays membres : Angola, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Ghana, Nigéria, RCA, RDC, soit les cinq pays d'Afrique centrale membres de l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT) auxquels ont été ajoutés l'Angola et les trois principaux pays d'Afrique de l'Ouest producteurs et transformateurs de bois.

Ce qu'il faut retenir de la forêt du Bassin du Congo

Le massif forestier du Bassin du Congo couvre 162 millions d'hectares de forêts denses humides, soit 40 % de la surface totale des pays. Sur ce total, 39 millions d'hectares sont des concessions forestières attribuées, dont 11 millions aménagés, et 15 millions en cours d'aménagement.

Le potentiel du Congo-Brazzaville y est de 18,5 millions d'hectares de forêt, dont 12 millions sous concession ; 1,9 million d'hectares sont d'ores et déjà aménagés, et 6 millions d'hectares sont en cours d'aménagement.

La RDC compte 98,9 millions d'hectares de forêt, mais les concessions délivrées ne couvrent que 9 millions d'hectares. Le processus d'aménagement ne fait que débuter.

La production globale de grumes en 2007 est évaluée à 8,35 millions de mètres cubes, dont 3,68 millions ont été exportés. Le premier producteur est le Gabon, avec 3,35 millions de mètres cubes, puis vient la RDC avec 0,31 million de mètres cubes, et enfin le Congo Brazzaville avec 1,33 million de mètres cubes. Les forêts denses humides du Bassin séquestrent 30 milliards de tonnes de carbone à travers la biomasse aérienne, les racines et la matière organique du sol.

(Chiffres Comifac 2008)

Pour l'Afrique centrale, l'enjeu à Copenhague est de parvenir d'une part, à une gestion et à une exploitation raisonnables de cette forêt ; d'autre part, de négocier des compensations financières en bonne et due forme

La forêt congolaise, un capital à préserver

Par Matthieu Pokola



Au Congo, la forêt est la deuxième ressource nationale.

Pour lutter contre le réchauffement à effet de serre, le président Sassou N'Guesso a engagé dans son pays des actions de protection de la forêt tropicale, la deuxième de la planète, tout en prenant inlassablement la défense de l'environnement continental dans les forums internationaux.

De par sa situation, au cœur de la cuvette congolaise, le Congo-Brazzaville est particulièrement concerné et par les nouveaux défis dus au changement climatique et par la protection de l'environnement.

La deuxième forêt tropicale de la planète après l'Amazonie, avec une superficie, pour l'ensemble du bassin, de 235 millions d'hectares, s'étend sur les territoires de la République démocratique du Congo, de l'Angola, du Cameroun, du Gabon, de la Guinée Équatoriale, de la République centrafricaine, du Tchad, sans oublier São Tomé et Príncipe, le Rwanda, le Burundi et le Congo-Brazzaville, bien sûr. Là, elle se répartit en trois massifs principaux : celui de Kouilou-Mayombe (sud), qui représente 1,5 million d'hectares ; celui de Chaillu Niari (également dans le sud), légèrement plus grand avec 3,5 millions d'hectares ; et enfin, l'exceptionnel massif du Nord-Congo, qui s'étale sur 15 millions d'hectares.

Paradis de la biodiversité, la forêt humide libère l'oxygène indispensable à toute vie sur terre et elle est aussi un grand capteur de CO₂, le gaz carbo-

nique responsable de l'effet de serre, et partant, du réchauffement de la planète. Autant dire l'importance de son rôle dans la résolution des problèmes climatiques, à condition qu'elle soit protégée et bien entretenue.

La forêt, ressource vitale

Au Congo, elle est la deuxième ressource nationale après le pétrole. Le domaine mis en exploitation est divisé en trente-quatre unités d'aménagement, puzzle dont les pièces mesurent entre 200 000 et 1 million d'hectares. Les surfaces inventoriées ne couvrent encore qu'un quart de la superficie totale. La production est d'environ 850 000 m³ de grumes par an alors qu'elle pourrait atteindre près de 2 millions de m³. À ce potentiel naturel, s'ajoutent des surfaces plantées : 60 000 hectares d'eucalyptus, 7 500 hectares de limba, 4 500 hectares de pins et 1 000 hectares d'essences diverses.

Seul impératif à l'accroissement de la production : la mise en exploitation devra se faire de manière raisonnée et raisonnable. Le déboisement sauvage, massacre inutile d'une précieuse res-

source, peut être la cause a contrario de 18% à 20% de l'émission de CO₂ par an sur la planète, et donc avoir une influence décisive dans l'aggravation des problèmes climatiques.

Le dérèglement du climat est un phénomène inquiétant susceptible de produire des conséquences dramatiques pour l'ensemble de la planète. La fonte des glaces, la hausse du niveau des mers et les sécheresses provoquent des tragédies en série : inondations, famines, épidémies, disparitions d'espèces animales, etc. L'Afrique n'y échapperait pas et souffrirait beaucoup de voir engloutir une partie de ses infrastructures côtières, tandis que les lacs, fabuleux réservoirs d'eau douce, se rétréciraient et ses sources, y compris fluviales, se tariraient.

Dans son discours final prononcé à New York, lors de l'Assemblée générale

des Nations unies, le 25 septembre 2009, le président Denis Sassou N'Guesso a rappelé les conséquences connues que pourrait avoir un réchauffement climatique sur l'Afrique, se posant ainsi en tête des défenseurs de l'environnement continental : « Plus d'un milliard de personnes vivent encore avec moins d'un dollar par jour, des enfants meurent de faim et de maladies qui pourraient les épargner. Nous savons tous ici comment les changements climatiques prêtent désormais la main à ces fléaux et com-

ment nos pays, dont la responsabilité en la matière est moindre, en subissent davantage les conséquences. Avec seulement 3,8% des émissions mondiales des gaz à effet de serre, notre continent est le plus visé par le réchauffement de la planète. Les populations pauvres en sont les principales victimes et l'agriculture, la faune et les infrastructures des régions côtières sont en première ligne. »

Le Congo subit chaque année un déboisement de l'ordre de 30 000 à 40 000 hectares, provoqué par l'agriculture itinérante, l'exploitation forestière irrationnelle ou encore les besoins des populations locales en bois de chauffe. Pour y remédier, l'administration forestière s'emploie à reconstituer le patrimoine détruit grâce au Service national de reboisement (SNR). Celui-ci est doté de pépinières et d'unités pilotes d'aménagement, de reboisement et d'agroforesterie. À titre d'exemple, la pépinière de Ngondji, située à 18 kilomètres de Pointe-Noire, possède une capacité d'environ 2,7 millions de plants par campagne. Ceux-ci sont constitués pour l'essentiel de boutures d'eucalyptus élaborées à base de



Au Congo, la forêt est la deuxième ressource nationale.

clones performants issus de la recherche agrosylvestre internationale, mais aussi de semis d'eucalyptus dits « traditionnels », de pins et d'acacias. Sont également en gestation des semis d'essences forestières locales plus rares, qui constituent la particularité des galeries forestières autochtones. Sans oublier les boutures, greffes et marcottes d'arbres fruitiers sélectionnés et des sujets d'espèces ornementales. En cinq ans, le SNR a œuvré à la mise en place de ses productions sur 2,9 millions d'hectares, que ce soit en forêt dense, en galeries forestières ou en savanes.

Gérer pour l'avenir

Quant aux unités d'aménagement, elles opèrent dans les milieux déjà parcourus par l'exploitation forestière. Les



Le commerce des grumes est la deuxième ressource nationale du Congo-Brazzaville.

lors de l'ouverture du sixième Forum mondial du développement durable, qui s'était tenu à Brazzaville en octobre 2008 : « La crise actuelle met en évidence l'interdépendance entre toutes les sociétés de la planète. Mais cette crise souligne aussi qu'aucune solution durable ne sera apportée sans l'injection d'une dose d'éthique, à savoir le sens de la solidarité. Nous savons que l'humanité possède les moyens d'enrayer le danger qui nous menace,

Sud engagés dans la protection des biens naturels et des espèces en danger », a-t-il déclaré.

La mise en œuvre des mécanismes de réduction des émissions de CO₂ causées par le déboisement et la dégradation des forêts dépend du renforcement des capacités financières des pays. Le président Sassou N'Guesso estime que, pour éviter la disparition des ressources forestières, les initiatives à prendre peuvent s'inspirer du Partenariat pour les forêts du Bassin du Congo, lancé en septembre 2002 à Johannesburg (Afrique du Sud), par les États-Unis et les pays d'Afrique centrale. C'est à cette opération que le Congo doit ses 12 millions d'hectares de forêts aménagés, auxquels s'ajoutent 4 millions d'hectares certifiés. Ce sont autant de preuves que le système fonctionne. On ne peut donc que regretter que la proposition d'échanger l'aide financière de la communauté internationale contre la protection du patrimoine forestier ait rencontré la frilosité des opérateurs économiques comme la Banque mondiale ou l'Agence française pour le développement, lors du Forum du développement durable d'octobre dernier.

Devant si peu d'enthousiasme, les chefs d'État africains, après une réunion à huis clos, ont annoncé la création d'un Fonds africain pour le développement durable (FADD). Ce fonds, appelé à constituer une garantie de l'engagement des Africains en matière de protection de l'environnement et de développement durable et respectueux, ainsi « qu'un aimant pour les apports extérieurs », selon le mot du président Sassou N'Guesso, devrait bénéficier de la bienveillante attention de la Banque africaine de développement (Bad) qui en déterminera l'organisation, les règles et les mécanismes de fonctionnement. Il devrait également englober le fonds dénommé «

Facilité africaine pour l'environnement ».

Il a également été question de mettre en place un système de rémunération des pays qui, en sauvegardant la forêt, contribuent à l'équilibre de l'écosystème universel. Cette compensation devrait encourager et contribuer à la préservation des ressources. Par exemple, d'un côté l'Afrique contribue pour moins de 4% aux émissions de gaz à effet de serre au niveau mondial, de l'autre, le bassin du Congo à lui tout seul fixe environ 23 milliards de tonnes de CO₂ par an.

La rémunération envisagée au prix d'un dollar par tonne de CO₂ pourrait générer 23 milliards de dollars par an au profit des pays du bassin. Un calcul simple pour un résultat maximal. Au Forum du développement mondial tenu à Ouagadougou (Burkina Faso) entre le 9 et le 11 octobre dernier, une question s'est posée : les changements climatiques, que l'Afrique commence à subir de plein fouet comme le prouvent justement les terribles inondations dont a été victime le Burkina ces deux derniers mois, peuvent-ils engendrer une opportunité en matière de développement durable ?

La Conférence des Nations unies sur le réchauffement climatique, prévue à Copenhague (Danemark) en décembre 2009, sera consacrée à l'adoption d'un nouvel accord mondial qui remplacera le protocole de Kyoto de 1997, lequel expire en 2012. Celui-ci a obligé les pays pollueurs à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et à financer des projets destinés à réduire leurs rejets de CO₂. Le président congolais a donc invité toute l'Afrique à adopter une position commune concernant ce futur nouveau « régime climat » et à promouvoir une économie verte dans tous ses pays.

Préserver et agir

Il va en effet falloir assurer la production alimentaire, lutter contre la sécheresse, les inondations, les ouragans, les érosions du sol et les maladies endémiques tout en préservant les écosystèmes. Il faut également réduire les

émissions de gaz dues à la déforestation, à la dégradation des forêts existantes et, par conséquent, en assurer la gestion durable, seul moyen de conserver et d'accroître la ressource, vitale pour les deux tiers des pays du continent. « Nous aimerions également que soient prises en compte nos préoccupations en ce qui concerne la promotion d'une agriculture écologique durable et la séquestration du carbone du sol dont les fondements scientifiques attendent d'être mis au point. Je voudrais rappeler ici à quel point ces mesures d'adaptation et d'atténuation sont liées et doivent être traitées de concert, même si elles sont à adapter en fonction des écosystèmes naturels », a déclaré le président Sassou N'Guesso. À mi-parcours du calendrier de la mise en œuvre des Objectifs du millénaire pour le développe-

ment, il est utile de s'interroger sur ce que représente l'avenir d'un monde où la pauvreté du plus grand nombre augmente, en regard de la prospérité toujours croissante d'une minorité.

« En Afrique, nous entretenons un rapport de connivence avec la nature. Nous aimons la forêt, nous vénérons les sources et les rivières, les fleurs et les plantes nous parlent. Nous savons que nous ne sommes qu'un maillon de la chaîne naturelle infinie de la vie. Voilà pourquoi nous sommes conscients de notre responsabilité au regard de forêts qui représentent le second poumon vert de la planète, après l'Amazonie. Voilà pourquoi les pays du bassin du Congo ont, dès les années 1970, engagé une démarche concertée de protection et de sauvegarde d'un patrimoine commun de l'humanité constitué de 228 millions d'hectares d'arbres », a conclu Denis Sassou N'Guesso.

Avec l'aimable autorisation de la revue Afrique Asie



Denis Sassou N'Guesso

zones pauvres, une fois identifiées, sont enrichies en essences que l'on estime à forte valeur ajoutée. Par exemple, l'unité qui travaille en liaison avec la Congolaise industrielle des bois, société d'exploitation de la forêt qui opère notamment dans la Sangha (nord du pays), a signé il y a près de quinze ans un accord sous l'égide du ministère de l'Économie forestière. Elle reboise des parcelles de l'ordre de 150 hectares par an en essences très diversifiées : sipo, sapéli, tiama, wengué, et okoumé. Dans ce même cadre de reforestation, un programme de plantation pour l'approvisionnement d'une usine de pâte cellulosique a été mis en place. Environ 51 000 hectares de forêts plantées sont dédiés à cette activité.

Denis Sassou N'Guesso, comme ses pairs africains d'ailleurs, est conscient de la place que doit occuper l'Afrique pour relever les défis de la protection climatique. Il l'a appelé





A Brazzaville les chercheurs africains alertent les dirigeants du monde

L'analyse des situations économiques, environnementales et politiques en Afrique et dans le monde a été, durant trois jours, au cœur du colloque international sur les changements climatiques, qui s'est tenu du 1^{er} au 3 décembre au campus numérique de l'université Marien-Ngouabi à Brazzaville.

Ce colloque, organisé avec l'appui technique de l'Agence universitaire française, avait pour thème « Les changements climatiques : enjeux socio-économiques et défis technologiques dans les pays du Bassin du Congo ». Il a permis aux participants, venus du Bénin, du Cameroun, de Guinée équatoriale, de République démocratique du Congo et du Congo-Brazzaville, de faire un constat sur l'état de dégradation de la planète Terre.

Il ressort de cette analyse que le monde en général, et l'Afrique en particulier,

subissent des tsunamis, des inondations, des tempêtes, des vagues de chaleur et de froid et des érosions côtières. Au niveau du Bassin du Congo, on observe des sécheresses dans la vallée du Nyanga-Niari et le plateau des Cataractes, qui se caractérisent par la dégradation des terres, de fréquentes inondations dans la Cuvette congolaise et une intense érosion côtière sur le littoral atlantique.

Au terme de ces assises, les participants ont formulé des recommandations aux dirigeants du monde. Selon eux, les fonds d'adaptation doivent désormais prendre en compte la réhabilitation, la formation, l'implantation, le renforcement des stations de mesures des paramètres environnementaux ; l'organisation de rencontres régulières des chercheurs et acteurs de développement doit être soutenue en vue de faire le point de leurs recherches sur

les changements climatiques. Ils ont également souhaité que les résultats scientifiques inspirent les décisions politiques, et enfin, que les gouvernants soutiennent la tenue du prochain colloque prévu pour 2010 à Libreville, au Gabon.

Le vice-recteur de l'université Marien-Ngouabi, le professeur Jean Goma Magnongui, qui a clos les travaux, a émis le vœu de voir les résultats de ce colloque contribuer à l'amélioration des processus de changements climatiques. « *Je suis persuadé que les thèmes débattus au cours de cet atelier nous permettront de compléter nos efforts dans la gestion durable de notre patrimoine et, partant, contribueront à l'amélioration du processus de changements climatiques* », a-t-il souhaité.

Tiras Andang

La Francophonie mobilisée pour la conférence de Copenhague

La Francophonie, qui réunit aussi bien les pays les plus riches que les plus pauvres de la planète, s'est mobilisée pour la pleine participation des pays francophones du Sud aux négociations sur les principaux enjeux de la conférence: l'adoption de nouvelles mesures visant à accélérer la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le monde et la promotion du développement durable dans les pays en développement.

Le 16 décembre est organisée une concertation ministérielle en présence de l'administrateur de l'Organisation internationale de la Francophonie, Clément Duhaime, et présidée par le ministre canadien de l'Environnement, Jim Prentice. À cette occasion, la présidente et directrice générale du Fonds pour l'environnement mondial, Monique Barbut, fera une intervention ainsi que d'autres experts et acteurs nationaux et multilatéraux.

Noël Ndong

Réchauffement climatique : la prise de conscience de la Chine

La Chine a annoncé, quelques jours avant l'ouverture du sommet de Copenhague et pour la première fois, un objectif pour 2020 de réduction de son « intensité carbonique » – la quantité de gaz à effet de serre émise par point de produit intérieur brut – de 40 à 45% par rapport à 2005. C'est une action volontaire prise par le gouvernement chinois en fonction des conditions du pays et une contribution importante aux efforts mondiaux pour lutter contre le changement climatique, a déclaré le gouvernement de Pékin. L'annonce chinoise a été saluée comme « *un pas très positif* » par Greenpeace, qui a

néanmoins souligné que Pékin aurait pu faire « *davantage* ».

La Chine est, avec les États-Unis, l'un des premiers émetteurs de gaz à effet de serre de la planète, mais elle refuse de se fixer des objectifs contraignants en matière de réduction d'émissions polluantes pour ne pas sacrifier sa croissance. En parlant, non pas de réduction globale mais de baisse des émissions par point de pourcentage du PIB, la Chine souligne que sa priorité reste le maintien de la croissance économique. Pékin vise à tirer 10% de son énergie de sources d'énergies renou-

velables en 2010, puis 15% en 2020. Selon Wu Changhua, directrice pour la Chine du Climate Group, Pékin devrait arriver à seulement 18% de réduction sur la période 2006-2010, aidé par le fort ralentissement économique dû à la crise traversée par la planète.

Le gouvernement chinois estime que la Chine aura exploité la totalité de ses réserves d'eau disponibles d'ici à 2030. Étant donné que le réchauffement assèche lacs et rivières, le gouvernement a demandé aux autorités de se préparer au pire. « *Ces dernières années, le développement écono-*

mique et social a entraîné une augmentation de la demande en eau, et, avec l'impact du réchauffement climatique mondial, les sécheresses et les pénuries d'eau vont aller s'aggravant », a indiqué une directive publiée par le gouvernement chinois. Selon les estimations chinoises, le pays dispose de 7% des ressources d'eau douce mondiale pour nourrir 20% de la population de la planète (1,3 milliard d'habitants). Pour les scientifiques, la production céréalière de la Chine pourrait diminuer de 10% d'ici à 2030, sauf si les pratiques agricoles et les cultures s'adaptent aux changements climatiques.

La Chine souhaite que la conférence de Copenhague contribue à la compréhension, l'application efficace et durable de la Convention-cadre de l'ONU sur le changement climatique (UNFCCC) et du protocole de Kyoto. Elle en appelle donc aux économies d'énergie et aux moyens de production et de consommation respectant l'environnement pour ouvrir la voie à la croissance durable.

Boris Kharl Ebaka

L'Église catholique à Copenhague : le Saint-Siège prend part aux travaux sur les changements climatiques

Le Vatican est représenté au sommet mondial sur les changements climatiques par une délégation de six hauts experts de diverses nationalités, prêtres et laïcs, conduite par son observateur permanent à l'ONU, l'archevêque italien Celestino Migliore.

Outre que cette participation ne déroge pas à la tradition, le Saint-Siège étant toujours présent « *partout où se discute le sort de l'homme* », cette délégation de haut niveau entend prolonger une réflexion bien assise au Vatican et qui veut que les questions d'environnement soient vues dans une perspective pluridisciplinaire. Car elles conditionnent aussi la sécurité alimentaire de la planète. Pour l'Église catholique, les normes inéquitables, les subventions à certaines productions agricoles, et l'inégale répartition des biens de la terre sont sources de déséquilibres sérieux. Les solutions ne peuvent donc appartenir à une seule classe dirigeante, une seule catégorie de scientifiques, une seule vision.

Intervenant au dernier sommet de la FAO sur la sécurité alimentaire, à Rome le 16 novembre dernier, le pape Benoît XVI soulignait que « *le désir de posséder et d'user de façon excessive et désordonnée les ressources de la planète est la cause première de toute dégradation environnementale. La préservation de l'environnement se présente donc comme un défi actuel pour garantir un développement harmonieux, respectueux du dessein créateur de Dieu et par conséquent en mesure de sauvegarder la planète. Si l'humanité entière est appelée à être consciente de ses propres obligations vis-à-vis des générations à venir, il est également vrai que le devoir de protéger l'environnement en tant que bien collectif revient aux États et aux organisations internationales.* »

Copenhague met donc les catholiques en phase avec une doctrine fondée sur la préservation des biens de la planète dont l'homme, au sein de « *la famille humaine* », est le gérant et aussi le destinataire exclusifs.

Lucien Mpama

Denis Sassou N'Guesso : le cri de la famine

Dans les pages débats et opinions du quotidien français Le Figaro, le chef de l'État congolais a lancé, le 18 novembre au lendemain du sommet de la FAO consacré à la sécurité alimentaire, un cri d'alarme sur le problème de la malnutrition dans le monde. Voici le texte intégral de ce message.

Que comprendrions-nous à la place

« Ce n'est pas le prix de la paix que nous étions venus chercher à Rome. Elle en découlera de toute façon. Mais plutôt le désir d'un partage équitable des ressources, le désir de rendre effectif le lien qui nous unit tous autant que nous sommes dans une humanité fraternelle. Le désir de combattre l'insupportable. Pourquoi étions-nous réunis ?

Nous étions réunis parce qu'un cri s'est fait assourdissant. Et ce cri-là, c'est celui de la famine. Le cri de plus d'un milliard de personnes. Un milliard de personnes crient famine tandis que partout dans le monde des entreprises proposent des milliers de produits alimentaires de toutes sortes dans le but de séduire des millions d'individus sevrés à satiété depuis fort longtemps. Un milliard de personnes crient famine et contemplent en temps réel des centaines de camions déversant sur le bitume des tonnes de nourriture prétendument en surplus !

Comment l'admettre ? Que comprendrions-nous à la place d'une mère qui se perd dans le regard affamé de son enfant ? Au-delà de l'incompréhension, que peut-on éprouver en voyant couler des ruisseaux de lait alors qu'on serre contre son sein un enfant qui hurle de faim ? Jusqu'ici, ces hommes et ces femmes avaient faim mais restaient silencieux. Mais voilà que leur souffrance s'est faite grandissante, qu'ils sont de plus en plus nombreux et que l'insécurité alimentaire s'aggrave de jour en jour.

Et voilà que ceux qui en ont encore l'énergie tentent au péril de leur vie, nomades de la misère sur des embarcations de fortune, de traverser les mers pour venir rejoindre ces pays mythiques qu'ils nomment entre eux « Babylone ».

Croient-ils si bien dire ? Il me semble souvent que l'histoire bégaye ! Ces immigrés de la faim rejoignent au péril de leur vie un mirage. Les télévisions du monde entier diffusent en permanence des images de ce qu'ils prennent pour le paradis, et voilà qu'on leur explique qu'ils n'ont pas droit, eux, à la manne céleste.

Seul l'enfer leur est dévolu. Trente-cinq pays ont été secoués au printemps dernier par des émeutes de la faim. La menace de la mort pour ces êtres laissés pour compte... Une grave menace pour le reste du monde, car de cette faim-là peut naître le chaos. La famine progresse à grande allure parce que les miettes se font rares en temps de crise économique. Qui plus est lorsque les champs sont dévastés par une alternance de sécheresses et d'inondations rendues plus tragiques encore par les changements climatiques. L'impact négatif d'une certaine forme de « progrès » sur le climat ainsi qu'une logique financière pernicieuse et conquérante ont fini de mettre à genoux les nations pauvres.

Cultiver la terre était, jusqu'à ce que nous mettions à mal le bon sens, destiné à nourrir les hommes et non à enrichir des spéculateurs et à faire

grimper des cours de bourse. Il faut, là, tout de suite, restaurer une agriculture vivrière d'autosuffisance alimentaire et rendre aux paysans de toutes les nations leurs lettres de noblesse en confortant leur travail. À Rome, ville symbolique s'il en est, il a été question de trouver l'énergie de combattre pour ces êtres qui n'en ont plus toujours la force, de leur redonner les moyens d'éradiquer la faim. Ces moyens, ces outils, nous le savons, sont à portée de main à certaines conditions.

Que comprendrions-nous à la place

Avant tout, il faut déjà le vouloir, être persuadé qu'une telle situation est inacceptable. Autre condition : rendre à ces êtres humains la dignité qu'ils méritent en même temps que la possibilité d'ensemencer leurs terres en toute liberté. Les

prêts octroyés dans les années 1970 et 1980 l'ont été au prix d'une politique d'austérité et d'une spécialisation dans les monocultures spéculatives d'exportation. Les pays en développement n'ont alors plus eu les moyens ni de soigner, ni de nourrir, ni d'éduquer leurs citoyens. Il fallait rembourser au plus vite. Toujours plus vite !

Ce milliard de personnes qui crient famine, nous en sommes responsables parce que la faim que ces êtres connaissent résulte de nos propres inconséquences. Qui peut croire que, dans certaines de nos régions d'Afrique, le sorgho, le manioc et le mil sont devenus des produits de luxe ? Qui peut s'imaginer qu'un petit agriculteur d'Afrique voit ses produits locaux supplantés, à des prix défilants toute concurrence, par les produits d'un agriculteur européen subventionné ? L'agriculture vivrière des pays pauvres a été abandonnée. L'agriculture doit redevenir ce qu'elle était avant que le bon sens ne nous quitte, une communion entre l'homme et la nature, un partage ! Seuls nos paysans pourront relever le défi qui va consister à nourrir neuf milliards de personnes en 2050.

Mais tout ceci ne se fera qu'à la condition d'avoir accès aux bonnes semences achetées au juste prix et réutilisables après récolte, d'avoir accès également aux justes sources financières et aux bons circuits d'écoulement des denrées produites. Il s'agit aujourd'hui de combler le fossé, d'effacer la rupture entre un monde de nantis et le peuple des affamés. Sans les technologies du Nord, les pays du Sud auront beau revenir à la terre, leur terre s'épuisera avant de les nourrir. Sans les pays du Sud, les gens du Nord auront beau porter des masques, leurs pollutions finiront par les étouffer. L'Afrique, malgré le fait qu'elle est en première ligne face à la famine, répond présente. Ses peuples sont prêts à relever le flambeau de l'alliance avec la nature. Et ils le feront avec d'autant plus d'espoir qu'ils ne sont pas encore tout à fait désenchantés.

Société d'abondance et société de misère doivent conjuguer désormais leurs efforts pour ne plus former qu'une seule humanité unie contre les fléaux que nous avons créés, tels des apprentis sorciers. Seul un désir commun, interétatique, déracinera tous les conflits. Seule une approche fraternelle permettra ce fameux développement durable que nous appelons tous aujourd'hui de nos vœux et dont nous savons qu'il damera définitivement le pion à la famine. »

Texte publié avec l'aimable autorisation du Figaro

Et à Brazzaville ?

Les changements climatiques vus d'ici, c'est loin. Et pourtant... Brazzaville souffre déjà, concrètement, des effets des changements climatiques. Pour qui en doute, il n'y a qu'à suivre la carte de la ville, baromètre en main. Il faut d'abord signaler que les pluies violentes sont devenues un fait récurrent au cours de ces dernières années.

Violentes, longues et précoces. Les anciens se souviennent : dans le temps, à Brazzaville, une première pluie, dite des fleurs de manguiers ou de sagoutiers, tombait aux alentours du 15 août. Elle marquait le milieu de la saison sèche quand les pluies, précises, s'arrêtaient de tomber au 15 mai pour ne reprendre que dans la dernière semaine d'octobre. Avec une confirmation presque toujours ponctuelle le 1^{er} novembre. En effet, les jours de la Toussaint ont toujours été des jours à imperméable à Brazzaville. Sauf cette année ! Car les bouleversements climatiques, c'est aussi cela : pluies ou saisons sèches, leurs manifestations se font ou plus tard ou plus tôt, jamais au moment attendu ni avec l'intensité habituelle !

Ensuite pendant des décennies, Brazzaville a bénéficié de deux poumons à oxygène : la forêt de la Cité-des-Dix-Sept, s'étendant jusqu'au mont Barnier et aux contreforts du quartier Moukondo ; et la forêt de la Patte-d'oie, que le ministère de l'Économie forestière met un point d'honneur à maintenir. Mais la pression démographique est là, et la forêt de Moukondo n'est plus qu'un souvenir. La conséquence première de cette situation a été l'érosion qui a englouti villas et lotissements à Talangaï et aussi, bien visible pendant des années, l'ensablement de la vallée (voyez le quartier Simba-Pelle) jusqu'au fleuve, compliquant le maraîchage. L'État a fait de gros efforts pour rattraper les espaces naguère rongés par pans entiers, mais les maisons qui s'y trouvaient ne seront bientôt plus là.

Sur son versant aéroport, en passant par le quartier Mfilou, cette forêt disparue s'est également vengée en causant des dommages sérieux à la voie ferrée et à tout le gros œuvre (ponts, buses et passerelles) sur la rivière Mfilou jusqu'au Djoué. Des millions ont été de nouveau nécessaires pour dresser l'actuel ouvrage du CFCO, consolidé à coups de blocs de roche et de béton. Espérons que cela tiendra... alors qu'en contrebas, la rivière Mfilou est jaune du trop de sable venant des flancs de coteaux dénudés.

Les effets du climat sont une réalité quotidienne aussi pour les habitants de Poto-Poto. Dans un triangle partant de la mairie de Poto-Poto, du quartier Jeanne-Vial et du rond-point Moungali, les populations reçoivent les eaux de ruissellement venant de Moukondo ou du plateau des Quinze-Ans et qui trouvent dans la Madoukou et la Mfoa des déversoirs trop exigus pour s'écouler jusqu'au fleuve. Par temps de pluie, on le sait, certains habitants de Poto-Poto n'arrivent plus à ouvrir leur porte. Et des débris de tous genres envahissent les cours !

Ce phénomène d'engorgement des caniveaux entraînant une farouche érosion fut aussi le lot du quartier de la Glacière, à Bacongo, jusqu'aux contreforts de la

L'adaptation au climat offre de nouvelles opportunités !

Les bouleversements climatiques affectent toute la planète. Et le monde rural est désorienté devant la succession de phénomènes qui ne lui permettent plus de se fier aux saisons, d'avoir la pluie ou la sécheresse comme alliées, les cours d'eau comme sources d'irrigation. Pourtant, à contre-courant de cette vision apocalyptique, Marguerite Homb, de l'Espace créateur, un bureau qui encadre les femmes entrepreneures à Brazzaville, affirme que les bouleversements climatiques peuvent constituer pour nos pays l'occasion d'un retournement de tendance et d'un élargissement des opportunités de travail et d'apprentissage

Les Dépêches de Brazzaville (LDB) : **Les changements climatiques seraient donc une opportunité ? J'ai du mal à comprendre...**

Marguerite Homb (MH) : Et pourtant, les choses sont claires. Les changements climatiques sont, certes, une menace. Il nous faut donc adopter d'autres mentalités, d'autres manières d'agir, utiliser des énergies qui ne rejettent pas de CO₂ et qui protègent la terre. Comment opérer ce changement de mentalité ? C'est ici qu'intervient l'entrepreneur appelé à offrir des services nouveaux, des techniques et des technologies nouvelles, ainsi que des formations, nécessaires à notre adaptation à la situation du moment. C'est en cela que l'on peut parler d'opportunités...

LDB : En somme, pour l'Afrique, les changements climatiques arrivent au bon moment !

MH : En effet, car comment allons-nous penser, créer, inventer, réparer, proposer des solutions qui vont nous aider à enfin maîtriser notre environnement, à nous protéger par exemple des rigueurs du soleil, si nous n'adoptons pas une nouvelle dynamique ? Il ne s'agit pas de subir les bouleversements climatiques sans rien faire, mais comment faire si nous n'entraînons pas les jeunes dans un changement de perspective ? Un exemple : lutter contre la déforestation ouvre une infinité de métiers qui vont des météoro-

logues aux ingénieurs en eaux et forêts, aux climatologues... Ce sont des métiers à redécouvrir, qui conduisent vers les professions de protection de la nature. Dans le Bassin du Congo, nous devons conduire les jeunes à regarder la forêt désormais non comme le lieu de vie des paysans, mais comme un lieu de réalisation professionnelle. En ce moment se tient au Centre culturel français de Brazzaville un salon sur la protection des primates, les chimpanzés notamment. Or vous savez que nos populations sont très friandes de viande de chasse, et ne font pas toujours la différence entre les espèces protégées et les autres. C'est le moment pour les jeunes d'adhérer à cette prise de conscience, non pour qu'ils deviennent des militants écologistes – ou pas seulement –, mais des professionnels de la faune et de la flore. C'est nouveau, nous allons y arriver parce que les bouleversements climatiques opèrent une pression qui nous fera voir la forêt autrement. Je réaffirme avec force que le sommet de Copenhague est la chance qu'il nous faut saisir pour opérer un retournement de tendance et comprendre enfin que nous n'avons pas à subir les effets de la nature sans réagir !

LDB : C'est donc en quelque sorte un big-bang pour l'Afrique ! Mais une conférence suffira-t-elle à initier ce développement ?

MH : Oui, tout ce qui en sortira et qui sera mis en pratique par nos pays pour s'adapter. Les hausses ou les baisses de chaleur sont perceptibles de tous ; les inondations, les avancées des aires désertiques sont visibles par tous. Qui va encore croire qu'il suffira d'une prière pour faire tomber les pluies ? En tout cas, à ceux qui ont encore ce schéma, il est de notre devoir d'expliquer qu'il y a une corrélation entre la déforestation, les érosions, l'ensablement des rivières et leurs débordements. C'est un cycle qui appelle des technologies de protection : des digues, du reboisement... Et c'est notre travail. Il faut aider nos populations à trouver, par exemple, des semences améliorées, des arbres à croissance rapide résistants aux stress hydriques, des bassins de retenue pour que l'eau d'arrosage dure le temps des périodes sèches.

LDB : Il nous faut donc changer résolument de mentalité...

MH : C'est incontournable. Parce que si nos populations rurales ne changent

pas d'approche, c'est l'insécurité alimentaire assurée, la famine et les conflits. Il faut nous tourner plus résolument encore vers la femme rurale, parce que c'est elle qui freinera, par exemple, la demande en bois de chauffe et en charbon quand elle décidera de réduire l'offre. Pour ce faire, nous devons la mettre en situation d'avoir accès aux instruments et aux technologies, lui éviter l'exposition au soleil, l'exposition de sa marchandise à l'insalubrité de nos marchés, l'aider à avoir accès aux soins de santé primaires. C'est un ensemble qui verra des métiers anciens réhabilités et des métiers nouveaux s'affirmer. La femme, chez nous, est souvent la chef de famille ; quand elle tombe malade, c'est une catastrophe qui ne touche pas que sa seule personne. C'est pourquoi il faut créer une sécurité sociale adaptée, des systèmes d'épargne ou d'accès au petit crédit. Et dans tout cela, l'information va jouer un grand rôle. L'homme et la femme de demain seront d'abord informés, pour opérer les choix responsables qu'appellent les temps nouveaux.

Propos recueillis par Lucien Mpama

Les États-Unis et la difficile lutte contre les changements climatiques

Les États-Unis sont avec la Chine les plus gros pollueurs de la planète, et le président Obama a fait de la promulgation de lois sur le changement climatique et l'énergie propre une priorité en prévision du sommet de Copenhague. Il tient en effet à montrer que les États-Unis sont résolus à agir contre la menace du changement climatique.

Lors de son voyage effectué en Chine au mois de novembre dernier, le président américain et son homologue chinois ont admis qu'il ne pouvait y avoir de solution au problème du changement climatique sans effort réel de la part des deux pays les plus pollueurs de la planète. Toutefois, la détermination du président américain ne suffira pas à changer la donne écologique et environnementale dans son pays, tant elle est étroitement liée à l'économie et à la politique.

Car même si lors du sommet de Copenhague, le président américain promet de changer les choses dans son pays, comme le lui autorise la constitution américaine, il lui faudra, pour que les engagements qu'il aura pris soient mis en pratique, recueillir l'assentiment du Sénat. Et l'expérience prouve que ce n'est généralement pas chose facile au vu des intérêts économiques considérables en jeu. Pour preuve, le Sénat américain n'a jamais ratifié le protocole de Kyoto, pourtant signé par le gouvernement américain.

À Copenhague, le président américain va certainement demander un accord, tout en tenant compte des responsabilités et des capacités différentes au sein de la communauté mondiale ; promettre des objectifs de réduction des émissions de son pays et du reste des pays développés ; et demander des mesures d'atténuation appropriées au plan national des pays en développement. Barack Obama devrait aussi demander d'accroître considérablement l'aide financière aux pays en développement ; promouvoir le développement de technologies énergétiques propres ; et accorder une attention particulière aux personnes les plus vulnérables au changement climatique.

Toutes ces promesses et mesures que souhaite prendre l'administration Obama en matière de changement climatique montrent la détermination du président américain, qui a compris les dangers que court la planète si les pays riches qui sont de surcroît les plus pollueurs n'agissent pas. Espérons que les représentants américains aux deux chambres du Parlement auront aussi compris l'urgence d'agir et promulgueront rapidement en lois les décisions du sommet de Copenhague.

Boris Kharl Ebaka



Marguerite Homb

Lexique du parfait géoclimatologue

CCNUCC

Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques.

CIFOR

Centre de recherche sur les forêts (Center for International Forestry Research).

COMIFAC

Commission des forêts d'Afrique centrale.

FAE

Facilité africaine de l'eau. Initiative conduite par le Conseil des ministres africains chargés de l'eau (AMCOW) pour mobiliser les ressources financières afin de développer le secteur de l'eau en Afrique.

FFBC

Fonds forestier du Bassin du Congo.

FMDD

Forum mondial du développement durable. Rassemble chaque année des responsables politiques et économiques francophones, ainsi que des représentants du monde éducatif, scientifique et associatif autour des enjeux fondamentaux de l'environnement et du développement durable.

GES

Gaz à effet de serre.

GIEC

Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Créé en 1988 à l'initiative de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), le Giec a pour mission d'évaluer d'une manière objective les informations scientifiques, techniques et socioéconomiques disponibles, en rapport avec la question du changement climatique.

PFBC

Partenariat pour les forêts du Bassin du Congo.

Redd

Programme de réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts.

Anthropique

Terme qui qualifie les émissions de gaz à effet de serre liées aux activités humaines. S'utilise en opposition aux « émissions naturelles » provenant, par exemple, des zones humides naturelles ou de la respiration des arbres et des hommes.

Acidification des océans

Phénomène chimique provoqué par l'accroissement de l'absorption de dioxyde de carbone (CO₂) par les eaux à la suite de l'augmentation de la

concentration de ce gaz dans l'atmosphère.

Bilan carbone

Instrument de comptabilisation des émissions de gaz à effet de serre qui permet l'évaluation de ces émissions provoquées par une activité, industrielle ou non.

Biocarburant

Carburant d'origine organique, agricole ou non, utilisé dans les moteurs thermiques pour se substituer, partiellement, aux carburants issus d'énergies fossiles.

Biodiversité

Désigne la variété des espèces animales et végétales, la variété génétique de chacune de ces espèces ainsi que des écosystèmes que ces espèces forment entre elles.

Bioéthique

Ensemble des principes moraux et valeurs concernant la recherche biologique, ses applications et, plus généralement l'utilisation et la manipulation d'éléments vivants.

Biomasse

Quantité de matière que représente l'ensemble des organismes vivants d'un milieu naturel donné. Dans le domaine de l'énergie, ce terme désigne la quantité de matière organique, végétale ou animale, non fossile, pouvant être utilisée à des fins énergétiques.

Biosphère

Désigne à la fois le monde vivant et les milieux qu'il occupe sur terre. Elle se compose de tous les organismes vivants, y compris les êtres humains, d'une partie de l'atmosphère, du sol et des océans.

Certificat d'économie d'énergie

Mécanisme de flexibilité qui s'inspire des quotas d'émissions instaurés par le protocole de Kyoto. Le certificat récompense les économies d'énergie réalisées par toute personne morale, obligée ou éligible.

Combustibles fossiles

Combustibles provenant de dépôts de carbone.

Convention sur la diversité biologique

Traité international adopté lors du sommet de la Terre à Rio de Janeiro en 1992 pour défendre la conservation de la diversité biologique.

Déforestation

Destruction systématique et généralement définitive de surfaces forestières du fait de la surexploitation ou dans

le but de les transformer en surfaces cultivées ou habitables ou pour la fourniture de bois à divers usages.

Dettes écologiques

Dettes qui résultent de la pollution occasionnée par les pays du Nord et dont les pays du Sud sont créanciers.

Développement durable

Mode de développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures. Concilie développement économique, progrès social et préservation de l'environnement.

Directive quotas

Directive européenne instaurant, au 1er janvier 2005, la mise en place d'un marché de quotas d'émissions interentreprises pour une partie des installations de combustions de plus de 20 mégawatts.

Écocitoyenneté

Il s'agit pour le citoyen d'agir de manière respectueuse envers l'environnement et de prendre conscience que chacun de ses actes au quotidien a une incidence.

Écosystème

Ensemble formé par une communauté d'organismes vivants et le milieu dans lequel elle vit et avec lequel elle interagit.

Écotaxe

Taxe dont les effets et/ou le bénéfice ont une répercussion favorable sur l'environnement et permettent de donner une valeur monétaire aux coûts cachés de l'exploitation des écosystèmes et des biens communs.

Effet de serre

Opacité de l'atmosphère au rayonnement infrarouge émis par la Terre, ce qui limite le refroidissement du sol. Ce processus naturel est dû à la présence dans l'atmosphère de gaz qui empêchent une partie de cette chaleur d'être dissipée vers l'espace. Cet effet est accentué par les activités humaines et provoque le réchauffement climatique.

Effet retardateur (des océans)

Effet qui définit le réchauffement tardif des océans. Ce phénomène provoquera un nouveau réchauffement de l'atmosphère et contribuera, par la dilatation thermique des océans, à la montée des eaux.

Empreinte écologique

Représente la superficie qui doit être exploitée afin de subvenir aux besoins et à l'absorption des déchets d'un sujet concerné.

Équité ou principe d'équité

Principe qui consiste à préserver le système climatique dans l'intérêt des générations présentes et futures et en fonction de leurs capacités respectives.

Green business

Partenariat basé sur un mécanisme de développement propre incluant la gestion durable des déchets et des forêts, le commerce équitable, l'agriculture biologique et les énergies renouvelables.

Mécanismes de flexibilité

Prévus dans le protocole de Kyoto, ils permettent à un pays d'atteindre ses objectifs à moindre coût. Les trois principaux mécanismes de flexibilité sont les Permis d'émissions négociables (PEN), les Mécanismes de développement propres (MDP) et les Mises en œuvre conjointes (MOC).

Pergélisol

Zone gelée en permanence (permafrost) qui, suite à un réchauffement des sols, pourrait libérer de grandes quantités de méthane. Plusieurs facteurs peuvent entraîner ce réchauffement dont la hausse durable des températures liée aux changements climatiques, la disparition de la couche organique des sols, les feux de forêts, etc.

Piégeage

N'importe quel procédé, activité ou mécanisme qui éliminent les gaz à effet de serre, les aérosols ou précurseurs de l'atmosphère.

Pouvoir de réchauffement global

Pouvoir (ou potentiel) de réchauffement global (PRG), Indicateur qui donne, pour chaque gaz à effet de serre, l'effet de réchauffement qu'induirait une tonne d'émission sur 100 ans.

Protocole de Kyoto

Signé en 1997, il oblige les pays industrialisés et les anciens pays de l'Est à réduire leurs émissions de CO₂. Ce protocole est entré en vigueur le 16 février 2005 et a été ratifié en janvier 2009 par 181 pays.

Puits de carbone

Terme désignant le stockage du CO₂ par les forêts en croissance et les terres agricoles à travers la photosynthèse. Les deux principaux puits de carbone naturels sont les arbres et les océans.

Poumons verts

Les trois principaux poumons verts de la planète (par ordre d'importance) le bassin forestier de l'Amazonie, le bassin forestier du Congo, les massifs forestiers d'Asie du Sud-Est (Indonésie, Philippines...)

Réflexion

L'Afrique, continent victime du réchauffement climatique

Le sommet de Copenhague offre à l'Afrique une occasion inédite. Longtemps stigmatisée et considérée comme le continent de l'enfance plongé dans la nuit noire, selon le mot de Hegel, l'Afrique est aujourd'hui en première ligne pour les défis de notre temps et fait l'objet de toutes les attentions et de toutes les préoccupations.

Depuis plusieurs mois, l'humanité dans son ensemble a le regard tourné vers Copenhague où doit se jouer l'un des moments les plus critiques, mais aussi les plus exaltants de notre histoire contemporaine. Il est question ici de sauver notre planète de la dérive due à l'industrialisation sans borne qui a eu pour conséquence le dérèglement du climat.

Copenhague a pour enjeu majeur la stabilisation du climat par la réduction des gaz à effet de serre et le CO₂ responsable de ceux-ci. L'Afrique, continent victime du réchauffement climatique dont elle n'a aucune responsabilité, doit exiger avec fermeté et indignation que les promesses et les engagements des pays riches connaissent enfin un début de concrétisation.

Elle ne doit pas être prise en otage par les puissances industrielles, dont le seul but est le profit. Depuis la fin des années 1990, l'Afrique, par ses dirigeants, n'a cessé de tirer la sonnette d'alarme sur les effets pervers du dérèglement climatique. Du sommet de la Terre de Johannesburg au sommet sur la préservation et la conservation des écosystèmes forestiers du Bassin du Congo tenu à Brazzaville, les peuples d'Afrique et leurs dirigeants ont donné au monde les gages d'une vraie prise de conscience des enjeux climatiques.

La baisse des eaux du lac Tchad et du lac Victoria, la fonte des glaces du Kilimandjaro, l'avancée du désert, la montée des eaux des océans sont autant de signes qui ne peuvent laisser indifférent et qui nécessitent un vrai sursaut de l'ensemble de l'humanité. Les peuples d'Afrique et leurs dirigeants doivent exiger à Copenhague le principe du pollueur payeur. Il n'est nullement question de demander une quelconque aide au développement, mais une compensation liée aux activités sauvages des pays industrialisés. Comment comprendre que les pays riches, au plus fort de la crise économique née d'un capitalisme sauvage sans contrôle et dont la seule loi fut celle des marchés, ont pu en un temps si court réunir des centaines de milliards pour sauver les banques du naufrage et rechignent dans le même temps à mobiliser les sommes nécessaires pour une cause aussi noble que sauver notre planète ?

Copenhague doit servir de tribune à l'Afrique pour dénoncer à la fois la mauvaise foi des pays riches plus prompts à donner des leçons de bonne gouvernance qu'à agir et le concept de développement durable qui apparaît pour le continent comme une imposture. Comment peut-on parler de développement durable sans développement, s'interrogeait Denis Sassou N'Guesso, président de la République du Congo, dans son allocution lors du sommet sur la crise alimentaire à Rome. Comment peut-on parler de développement durable si les peuples n'ont aucune alternative à leur mode de vie actuel ?

Comment envisager la conservation et la préservation des écosystèmes forestiers du Bassin du Congo si aucune compensation n'est proposée aux populations qui y vivent. Comment peut-on parler de développement durable si l'Afrique ne sert que de dépotoir aux déchets produits par les pays industrialisés ? Comment accéder aux énergies renouvelables (biomasse, hydroélectrique, etc.) si les institutions internationales n'offrent aucune possibilité de crédit aux pays en voie de développement ?

L'humanité dans son ensemble, pauvre comme riche, doit se rendre compte que les modes de production et de consommation actuels doivent être modifiés dans l'intérêt de notre bien-être futur et celui des générations à venir. Il est vrai que l'Afrique est la première à subir les effets du réchauffement climatique, mais aucun continent ne peut être épargné à l'avenir. Il est donc nécessaire que le sommet de Copenhague débouche sur une prise de conscience générale et sur un engagement ferme.

L'humanité sans l'action concertée de tous peut, par la faute de l'Occident, être embarquée dans un bateau ivre dans des eaux troubles, synonyme d'une euthanasie collective.

Appollinaire Aya

Les récents engagements des pays émetteurs suscitent l'espoir d'un accord international

Le sommet des Nations unies sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, considérés comme responsables du réchauffement de la planète, s'est ouvert le 7 décembre, à Copenhague (Danemark).

Alors que les négociations sur cette importante question semblaient s'enliser ces deux dernières années, l'espoir revient de parvenir à un accord international. D'autant plus que la participation de nombreux chefs d'État à cette conférence a été annoncée et que des engagements ont été pris par des pays émetteurs, tels la Chine, les États-Unis, la Russie et l'Inde, de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre.

Le calendrier des travaux, qui dureront jusqu'au 18 décembre, prévoit que les discussions se termineront par un sommet réunissant plus d'une centaine de chefs d'État et de gouvernement. Le président américain, Barack Obama, quant à lui, se présentera le jour même de la clôture de la conférence.

Cette rencontre, la plus importante de l'histoire sur le climat, à laquelle participent 15 000 délégués venant de 192 pays, sera l'occasion de chercher les voies et moyens susceptibles d'éviter les bouleversements climatiques et leurs conséquences : sécheresses, désertification, hausse du niveau des mers et extinction d'espèces, etc.

« Copenhague est déjà un tournant dans la réponse internationale au changement climatique », a déclaré Yvo de Boer, secrétaire général exécutif de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Il souhaite que les pays riches se mettent d'accord sur d'importantes réductions d'émissions de gaz carbonique et autres gaz à effet de serre d'ici 2020, et sur une aide immédiate de 10 milliards de dollars par an pour aider les pays pauvres à ralentir leurs émissions.

En dépit de l'enlèvement des négociations qui a prévalu depuis quelque temps sur la conclusion d'un accord,

le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, s'est dit à la veille du sommet « très optimiste pour Copenhague ». « Nous trouverons un accord, et, je crois, l'accord sera signé par tous les pays membres de l'ONU, ce qui sera historique », a-t-il déclaré, dans un entretien à la presse.

Rappelons que les chefs d'État et de gouvernement n'avaient pas participé à la précédente réunion des ministres de l'Environnement, en 1997. Celle-ci avait donné naissance au texte actuellement en vigueur des Nations unies sur le climat : le protocole de Kyoto.

Nestor N'Gampoula



RUBRIQUE
